



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

EPIDÉMIE DE CHOLÉRA EN HAÏTI



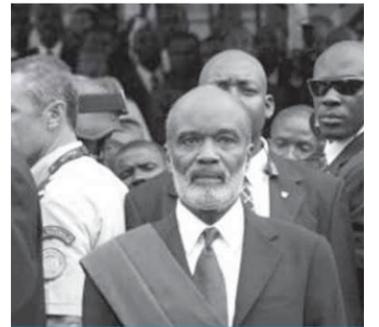
Voir page 4

Une épidémie de choléra qui est à l'origine de très nombreuses hospitalisations et les services de santé sont débordés dans les départements de l'Artibonite et du Plateau central, situés au nord de la capitale



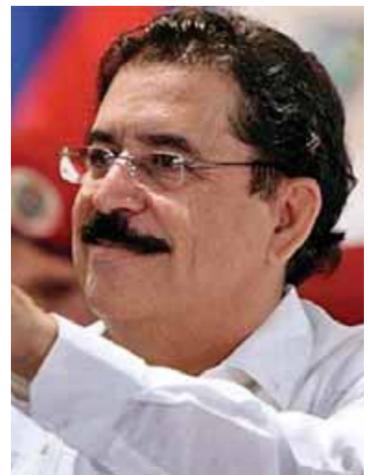
Sitin devan Anbasad Meriken an !

Page 6



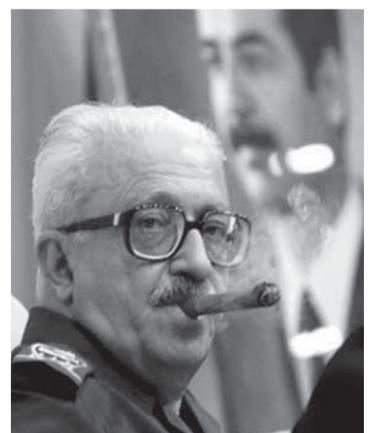
Élections haïtiennes: René Prével prêt à tout !

Page 8



Entretien avec Manuel Zelaya, président légitime du Honduras (2006-2010)

Page 10



Irak: Peine capitale pour Tarek Aziz

Page 17

FUNÉRAILLES DE FILIBERT LOUIS



Voir page 4

Les funérailles du professeur Filibert s'étaient transformées en une véritable manifestation contre René Prével, manifestation réprimée par les forces occupantes de la Minustah qui ont poussé les gens à prendre la fuite tout en abandonnant le cercueil sur le pavé.

Haiti: d'une catastrophe à l'autre!

Par **Morisseau Lazarre**

Neuf mois à peine de la catastrophe du 12 janvier 2010 qui avait contraint certaines consciences de tous les coins du globe à se pencher, même pendant quelques jours, sur le sort d'Haïti et avait forcé la solidarité agissante individuelle des uns et des autres en faveur du peuple haïtien – solidarité dont certaines puissances impérialistes se sont servi à la dérochée comme alibi pour renforcer officieusement l'occupation du pays – voici qu'un autre malheur d'un genre différent est venu apporter son lot de tribulations et d'angoisses dans le coeur d'un pays qui se meurt, faute d'amour-propre, de bonne volonté, de patriotisme, de la part de nombre de ses fils dénaturés.

Depuis le mercredi 20 octobre, un mal redoutable, une épidémie de choléra due à une infection bactérienne virulente, généralement transmise par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés, a commencé à répandre la terreur en Haïti. Les premiers cas de la maladie ont été recensés dans la région de l'Artibonite, au nord de la capitale haïtienne. A date on semble avoir dénombré 253 décès et 2.600 malades infectés qu'a déjà causés l'épidémie dans le pays, selon les autorités sanitaires haïtiennes. Chiffres que nous devons

prendre avec beaucoup de réserve connaissant la mentalité je-m'en-fichiste de ces dites autorités qui prennent un malin plaisir à marcher à reculons en ce début du 21^e siècle.

Plus de 50 détenus de la prison de Mirebalais, commune située au nord de la capitale, sont victimes de l'épidémie, dont trois sont déjà morts, ont annoncé les responsables sanitaires.

A Port-au-Prince, la capitale du pays, où environ 1,5 million de victimes du séisme du 12 janvier vivent dans des camps qui devraient plutôt servir d'étables, et où les conditions sanitaires sont déplorablement, pour ne pas dire révoltantes, les autorités sanitaires ont dit avoir identifié cinq cas, depuis le début de l'épidémie.

Alors que des organisations internationales soi-disant humanitaires avaient prédit, il y a des mois, la propagation d'une éventuelle épidémie de choléra en Haïti, le Dr William Pape, le plus éminent spécialiste des diarrhées infectieuses en Haïti, interrogé sur l'origine probable de l'épidémie, a été, pour sa part, on ne peut plus catégorique en commentant, selon le Nouvelliste : « *Ce choléra nous vient d'ailleurs. Il a été importé en Haïti par un porteur malade qui l'a disséminé ici. Et cela va prendre du temps pour nous en défaire.* »

Alors que le gouvernement annonce une certaine

stabilisation de la propagation de l'infection, Jon Andrus, directeur adjoint de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) basé à Washington, une branche régionale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a pour sa part déclaré qu'« *à partir du moment où le choléra s'est solidement établi en Haïti, il est clair pour nous, qu'il ne disparaîtra pas avant plusieurs années [...]. La progression rapide du nombre de cas se réduira mais il y aura probablement de nouveaux cas à l'avenir, maintenant que la bactérie s'est installée dans l'environnement* »

Par ailleurs, à Saint Marc, des étudiants au nombre de 300 ont manifesté contre un nouveau Centre de Traitement du choléra (CTC) que la Minustah venait tout juste de construire dans la localité afin de répondre à une demande de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). L'objectif de leur manifestation était de montrer leur mécontentement à l'égard de la construction et de l'établissement du CTC à cet endroit précis.

Le contingent Népalais basé à Mirebalais, dans la localité de Meille, au bord de la rivière portant le même nom est accusé d'être responsable de cette épidémie. A ce sujet, les forces d'occupation onusiennes s'en sont défendu par une note de presse indiquant que « *La Mission des Nations Unies pour la stabilisa-*

tion en Haïti (MINUSTAH) tient à faire la lumière autour des rumeurs diffusées dans certains médias faisant croire que des déchets humains déversés dans une rivière à Mirebalais par la MINUSTAH, seraient à l'origine de l'épidémie de choléra en Haïti. Sept fosses septiques, construites en circuit fermé, desservent la base militaire et répondent aux normes de construction de l'Agence de Protection de l'Environnement (EPA).

Ces fosses septiques sont vidées chaque semaine par quatre camions d'une compagnie privée contractuelle. Le site de décharge utilisé par la compagnie a obtenu l'autorisation de la mairie de Mirebalais. Il se trouve à 250 mètres de la rivière Meille, ce qui représente plus de 20 fois la distance requise au niveau international. Par ailleurs, la MINUSTAH dispose d'une Unité chargée de la conformité environnementale qui s'assure régulièrement que la gestion de tous les déchets de la Mission concorde avec les normes internationales établies».

Nous donnons acte à la MINUSTAH de ses déclarations. N'empêche qu'elle reste, de par l'occupation même, une catastrophe épidémique pour Haïti qui lui saurait gré de quitter le pays, d'autant que les Haïtiens n'en peuvent plus d'aller d'une catastrophe à une autre.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2^{ème} Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Forestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Attaque sur un cortège de journalistes

Par Jackson Rateau

Le lundi 25 octobre dernier, dans la localité de Morne La coupe, Haut Poteau, Gonaïves Artibonite, un autobus transportant des journalistes pour la couverture de presse du candidat à la présidence Jacques Edouard Alexis, en tournée électorale dans le Nord et l'Artibonite, a été attaqué à coups de feu par des bandits armés. Le chauffeur, mortellement blessé, a rendu l'âme sur place. Les journalistes au nombre de 7, déjà sous le choc du véhicule accidenté, ont été l'objet de violentes molestations de la part de leurs agresseurs. Ils ont été tous dépouillés de leurs équipements.

Jusqu'au matin du mardi 26 octobre 2010, seules deux des victimes abandonnées dans un fourré sombre de Morne La coupe ont donné signe de vie ; parmi eux, le reporter de la Radio Signal FM Sopha Sanon. « *Nou bel e byen ekziste, nou chape dejistès. Li te 10zè45 nan aswè, lè nou te fenk kite yon kote sou wout nò a ki rele Mòn Penèt, nou ta pral pran Mòn Lakoup, apre Gonayiv, 4 bandi ak zàm te koumanse tire sou machin nou te ladann lan, yon bis Toyota. Chofè a ki te eseye fonsè machin an sou bandi yo resevwa yon bal, li mouri sou plas. Machin an chavire tèt*

anba. Malgre nou te fè jefò nou sòti, bandi yo sènen nou, yo tire sou nou, maltrete nou, Anpil nan nou blese. Nou te 7 jounalis nan machin lan. Te gen yon repòtè 'Radio Super Star', yon Kameraman THN. Nan 7 jounalis ki te nan bis la pa genyen ki mouri », a précisé un des resapés, Sopha Sanon, le reporter de la Radio Signal FM.

Le porte-parole de la PHN Frantz Lerebours a rapporté pour sa part : « *Il s'agit d'un convoi de journalistes en route dans un autobus, pour la couverture de la campagne électorale du candidat à la présidence Jacques Edouard Alexis. Ils ont été attaqués par des bandits armés au niveau de Hernery. Le chauffeur a bondi sur eux avec l'engin. Ils ont tiré sur le véhicule et le chauffeur a été mortellement atteint, il est décédé. Les journalistes ont été dépouillés par les bandits. A l'instant même, toutes les unités de la PNH dans la zone ont été mobilisées. Ainsi, à Pont Gaudin, nous avons intercepté un inconnu circulant à moto ayant à sa possession un lab. top et deux valises. Nous avons également saisi sur l'individu un certain nombre de cartes d'identités, ce qui nous permettait d'identifier les agresseurs de l'autobus qui véhiculait les journalistes. Nous avons procédé à*

l'arrestation de l'individu. Il a ainsi avoué qu'il est l'un des braqueurs de l'autobus. Nous l'avons amené avec nous jusque dans la cachette où se retranchaient d'autres bandits. Nous avons dû nous rendre dans un quartier populaire où s'était caché un autre bandit, là, nous avons trouvé d'autres équipements appartenant aux journalistes. Dans une autre maison où se trouvait un autre bandit lourdement armé, il a ouvert le feu sur les policiers, un de nos policiers a été gravement touché au pied. Le bandit s'est échappé pour aller s'échouer dans un puits où il est décédé. Nous avons mis la main au collet de 3 bandits».

D'un autre côté, dans la nuit du dimanche 24 octobre dernier, à Carrefour Des Ruisseaux, Route Sud, lors d'un accrochage survenu entre les partisans des partis politiques Unité et Ansanm Nou Fò, Jean Philippe Anasta, membre de Ansanm Nou Fò a été grièvement blessé au dos et à la nuque à coups d'arme blanche. L'incident s'est produit quand un individu, se réclamant un membre du parti Unité est intervenu dans une place où se réunissaient les membres du parti Ansanm Nou Fò. Il s'est disputé violemment avec Jean Philippe, puis l'attaqué à coups de poignard.

Des policiers ont violé une résidence à Bois Verna, un mort, 2 blessés



Des policiers blessés lors de l'incident. (Photo: Watson Joseph/Alertehaïti/19 octobre 2010)

Dans la soirée du lundi 18 octobre dernier, au numéro 20, Rue Carmelo, Bois Verna, Port-Au-Prince, un jeune homme du nom de Frantz Duverseau, 30 ans, a été criblé de balles par 2 agents de police de la PNH. Le commissaire de police de Port-Au-Prince, Michaël Amédée Gédéon, n'était pas en mesure de préciser le nom de la victime. Il a indiqué, entre autre, que l'incident s'était produit à la Rue Dufort, Lalue ; enfin, une vague de confusions.

Selon un parent du défunt, Paul Jean Mary Duverseau, il était 6hres du soir, quand deux policiers firent irruption dans leur résidence à Bois Verna, sans aucun mandat d'arrêt, pour procéder à l'arrestation de son frère Frantz Duverseau. Ce dernier qui avait refusé d'obtempérer a eu fini par désarmer l'un des policiers, puis il a été rapidement descendu par l'autre policier, encore armé.

Mais le fond de l'histoire n'est autre qu'une scène de jalousie où une sœur de Frantz Duverseau est l'éternelle victime de violence do-



Le commissaire de police de Port-Au-Prince, Michaël Amédée Gédéon fait le point sur l'incident du 18 octobre à Lalue

mestique quotidienne de son mari Renold Florestal. Ce dernier a été porter plainte à la police pour son beau frère (Frantz Duverseau) qui lui même, avait reçu les doléances de sa sœur. Duverseau avait fini par réagir brutalement s'en prenant à Renold à coups de pierres.

Cambriolage de nuit à Jacmel, un mort

Le mercredi 20 octobre dernier, 2hrs du matin, dans le quartier de Lamandou, Jacmel, Sud-est, une fillette de 4 mois, Sachania Alexis, a été atteinte d'une balle lors du cambriolage d'une résidence privée située près de l'évêché de Jacmel. C'était la terreur sans précédent cette nuit quand des voleurs lourdement armés ont violé la résidence de la famille de la petite Sachania et lui ont logé une balle à la poitrine. L'enfant a succombé à ses blessures le jeudi 21 octobre 2010 à l'Hôpital Saint Michel de Jacmel. Aucune arrestation n'a été jusqu'à présent effectuée par la police de ce département.

Jackson Rateau

18 cas de choléra recensés dans le nord.

Par Ernest SAINTILUS

Le directeur départemental nord du ministère de la santé publique et de la population a présenté dans la mi-journée du lundi 25 octobre le bilan partiel du nombre de personnes infectées par le virus du choléra dans la région. Selon ce rapport, dix huit cas ont été enregistrés dont sept sont des résidents de Limbé et les onze autres des personnes atteintes du virus qui étaient en quête de soins de santé. Des Limbéens, un a succombé à sa maladie, a fait savoir le docteur Hernst Robert Jasmin. Pour ce qui est des onze ressortissants du

département de l'Artibonite, deux ont été déclarés morts à l'hôpital Bon Samaritain, un centre hospitalier situé à Limbé.

Des dispositions spéciales ont été prises pour éviter la propagation du virus au niveau des hôpitaux, avait fait savoir le docteur Jasmin, citant notamment la réservation d'espaces spéciaux en vue d'accueillir ces patients et la mobilisation de médecins pour leur prodiguer des soins.

A Limbé, une dame de 70 ans tuée à l'arme à feu

Dans la nuit du mercredi 13 septembre 2010, Altagrâce Edouard a été tuée sur place en son domicile situé à Fourou, une petite localité de Limbé. Selon le directeur de la police locale, le commissaire Dimerci Augustin, elle a été atteinte d'un projectile à la tête. Interrogées sur la provenance du projectile, les autorités policières et judiciaires ainsi que les parents de la défunte déclarent ne pas disposer d'informations. Quelques membres de la population affirment avoir entendu seulement une détonation. Le commissaire Dimerci annonce l'ouverture d'une enquête policière pour déterminer le ou les auteurs de cet acte.

Le vice délégué de Borgne/Port-Margot un agent de campagne de l'Inité.

Le vice délégué de l'arrondissement Borgne/Port-Margot a promis de mettre tout son poids dans la balance, c'est à dire de faire tout son possible pour que les candidats de la plateforme au pouvoir arrivent à remporter les élections du 28 novembre à venir, notamment dans sa zone. Marc Lamour, installé à ce poste au début du mois de septembre, dit croire que la formation politique de René Préval pourrait avoir de grandes difficultés pour convaincre les populations de

ces deux communes, évoquant la réticence des citoyens, face aux candidats ces jours-ci. Ce représentant de l'exécutif qui semble ignorer ses attributions qui sont entr'autres d'assurer la coordination entre le pouvoir et la collectivité, s'est dit engagé à oeuvrer sans répit pour atteindre son but. Ainsi demande t-il à l'équipe gouvernementale Préval / Bellerive de mettre à la disposition de sa vice-délégation tous les moyens nécessaires à sa politique.

Il faut dire que Marc Lamour commence à être l'objet de nombreuses accusations surtout de la part du candidat à la députation de « Combite Pour Refaire Haïti » dans la circonscription Borgne/Port-Margot. Jude Charles Faustin l'accuse de distribuer des armes à feu à beaucoup d'activistes de la plateforme politique Inité au Borgne afin que ceux-ci puissent terroriser les autres secteurs politiques.

Monsieur Faustin qui redoute d'éventuelles violences durant le reste du processus électoral, compte tenu de cette situation, demande aux autorités policières et judiciaires du pays ainsi qu'au conseil électoral provisoire, d'assumer leurs responsabilités.

Sachez que cette position de

Marc Lamour vient renforcer les opinions des membres de l'opposition, assimilant à des manœuvres électorales les récents changements opérés par l'exécutif au sein des délégations et vice- délégations du pays.

EX
excelsior

Papeterie & Imprimerie

Nouvelle adresse:
101 Lalue,
Port-au-Prince, HAÏTI

Tels: 2512-5371
Cell: 3561-0616

IMPRIMERIE & Papeterie Imprimerie commerciale
Fournitures de bureau, fournitures scolaires

VENUS
RESTAURANT

Specializing in
Caribbean &
American Cuisine

We do Catering
Available for all
Occasions
Fritaille etc..

670 Rogers Avenue
(Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal"
718-287-4949

PRIME TIME DRIVING SCHOOL, Inc.

Cars or Buses • 5 Hour Class

All Classes for School Bus Drivers / Attendants

1 Hillel Place, Suite 3A
Brooklyn, NY

718-859-8526

Epidémie de choléra : Cette amère expérience servira-elle de leçon?



Une épidémie diarrhéique, tuant des centaines de personnes dans les départements du Centre et du Bas Artibonite et forçant des milliers à l'hospitalisation.

Par Hervé Jean Michel

Une grande panique a fait frissonner la population haïtienne, surtout celle en situation d'hébergement précaire, les sans-abris, le mardi 19 Octobre dernier, quand ont paru les premières nouvelles, faisant état d'une épidémie diarrhéique, tuant des centaines de personnes dans les départements du Centre et du Bas Artibonite et forçant des milliers à l'hospitalisation.

Selon l'AFP qui s'est dit renseignée auprès de médecins haïtiens : 31 personnes étaient décédées à Saint-Marc, 26 à Drouin, 18 à Verrettes et 3 à Mirebalais. Des bulletins d'information diffusés régulièrement sur le programme «*juno7 de la Digicel*» tenaient la population informée sur l'évolution de l'épidémie. Des conseils aussi étaient prodigués à la population sur l'hygiène corporelle et alimentaire, qui doit être de rigueur pour éviter de contracter cette diarrhée dangereuse et mortelle : lavage régulier des mains, bonne cuisson de la nourriture, contrôle de la qualité de l'eau, etc.

Le Ministère de la santé publique et de la population immédiatement a procédé à des analyses en laboratoire, afin de déterminer la nature de ce mal. Les premiers résultats ont montré qu'il s'agissait d'une poussée de choléra, cependant les autorités sanitaires n'étaient pas en mesure de déterminer le type de choléra en question. Cependant la découverte était faite que les deux grands foyers de l'épidémie se situaient dans le Plateau Central et dans l'Artibonite.

La preuve est que des chiffres de l'ordre de 253 décès et 3115 personnes hospitalisées étaient publiés, démontrant clairement que ces départements étaient de beaucoup les plus affectés par l'épidémie. Toutes, des données diffusées par le directeur général du Ministère de la Santé publique, le Dr. Gabriel Timothée, dans une conférence de presse le dimanche 24 Octobre.

Ces nouvelles les plus alarmantes ont été quelque peu adoucies par le fait qu'une tendance à la stabilisation est constatée dans le Plateau et que dans le Bas Artibonite, une diminution des hospitalisés est enregistrée toujours selon les mêmes sources.

«*Il y a aujourd'hui moins de décès et d'hospitalisation dans les zones les plus affectées. Un seul décès a été recensé samedi à l'hôpital de Saint-Marc, où les cas se comptaient auparavant par dizaines*», a conclu le responsable.

Le samedi 23 Octobre, René Prével à la tête d'une délégation s'était rendu dans les départements de l'Artibonite et du Centre. Des mesures ont été arrêtées à Pont-Sondé où avec la Minustah, il était décidé d'aménager une fosse commune à Grande-Saline où les décès par choléra seront inhumés. D'autres mesures étaient prises d'aménager un centre de traitement de la maladie à Saint-Marc. Ces informations étaient aussi fournies par le directeur général du Ministère de la Santé.

D'autres nouvelles ont fait état d'une vingtaine de personnes atteintes de diarrhée aiguë à Port-au-Prince, ayant été admises dans un

centre pour le traitement du choléra, installé par Médecins Sans Frontières quelque part dans la capitale. Cependant les autorités sanitaires disaient n'avoir pas découvert des foyers de choléra à Port-au-Prince.

Dans cette difficile situation, les autorités haïtiennes disent craindre que l'épidémie ne s'éparpille dans les autres départements du pays, étant donné que les agents propagateurs du mal ne sont autres que les hommes eux-mêmes, dans leurs déplacements dans leurs contacts et dans leurs interrelations réciproques.

Les secteurs internationaux impliqués dans la mainmise politique sur Haïti, qui n'aimeraient pas voir la population acculée à la panique et la révolte face à cette épidémie qui, en un rien de temps, peut décimer une bonne partie de la population, interviennent ou annoncent vouloir intervenir pour circonscrire le mal et l'enrayer complètement. Le bureau d'assistance étrangère aux désastres de l'USAID promet 1000 lits spéciaux adaptés au choléra et d'autres articles. Le Ministère de la Santé a reçu de cet organisme la somme de 100.000 dollars. Le Canada pour sa part annonce une aide de 1 million de dollars canadiens. L'Espagne contribuera pour la somme de 100.000 euros. Des organisations telles : OPS/OMS sont à pieds d'œuvre comme d'habitude.

L'épidémie de choléra a frappé les populations du Centre et de l'Artibonite, ce qui a quelque peu secoué les autorités haïtiennes. Néanmoins, il faut le reconnaître, rien ne protège la population. Des rumeurs disent que des matières fécales ont été jetées dans le lit même du fleuve

Artibonite, que l'infiltration aurait pollué les eaux du fleuve, causant ainsi la contamination et l'expansion de cette maladie infectieuse et contagieuse qu'est le choléra.

Le gouvernement a-t-il creusé cette piste, même si elle se révèle fantaisiste ? quand Prével lui-même prétend connaître l'origine du mal, émettant l'hypothèse que c'est une maladie de provenance étrangère, qu'elle n'a pas été incubée sur le territoire national, tandis que notre pays défie toutes les règles les plus élémentaires et les plus simples de l'hygiène publique et privée. Selon ces autorités, le choléra est une maladie qui n'a jamais frappé le territoire haïtien depuis l'indépendance.

Est-ce que cette affirmation ne signifie pas qu'à aucun moment donné, Haïti n'a connu une situation sanitaire aussi précaire, qu'aujourd'hui ? Prével prétend-il dédouaner son gouvernement, son irresponsable et indigne gestion des vies humaines et de l'environnement en prétendant que le mal provient de l'étranger ?

Alors que les autorités haïtiennes tergiversent sur l'épidémie, les autorités dominicaines ont pris des mesures de mise en quarantaine d'Haïti, ne voulant pas risquer la chance, de plaisanter ni avec la vie de leurs citoyens ni la stabilité de leur pays, en pleine croissance touristique et économique.

Seulement il faut reconnaître chaque fois que le pays est frappé par un mal, l'opportunité est offerte à certains profiteurs pour augmenter leurs richesses, quand les véritables victimes sont abandonnées à leur sort. C'est le cas des populations de

l'Artibonite, Gonaïves principalement, lorsque l'ouragan Jeanne a tué de nombreuses personnes et causé des dégâts immenses sur les plans matériel et environnemental. La communauté de Mapou, Sud-Est du pays, elle aussi a vu mourir les siens et leur localité détruite sans profiter du plus strict minimum d'aide.

A Port-au-Prince, où le séisme du 12 janvier a ravagé, tué des centaines de milliers d'Haïtiens, jeté plus d'un million cinq cent mille (1.500.000) dans les rues, sans-abris, rien n'a été fait pour les assister dans leur détresse par les autorités gouvernementales.

Le choléra est une maladie épidémique, contagieuse et mortelle qui se manifeste par la présence d'une bactérie vibrio cholerae et par la diarrhée aqueuse, qui déshydrate et tue en un rien de temps. Les milieux malsains qui sont légions en Haïti sont propices à l'incubation, au développement et à la propagation de cette maladie. Les autorités politiques et sanitaires du pays le savent absolument bien, cependant elles n'ont rien fait pour créer des conditions sanitaires adéquates en vue de l'épanouissement de la population.

Heureusement Port-au-Prince, foyer de malpropreté de corruption et de pollution, extrêmement fragile, favorable à toute explosion épidémique, est épargnée jusqu'ici de tout fléau après le 12 janvier 2010. Le gouvernement Prével/Bellerive, dans son aride et incompétente gestion de ce dossier a tout fait pour que le peuple haïtien paye, une nouvelle fois, un lourd tribut, dépassant celui du séisme.

Obsèques de Filibert Louis: Des Funérailles transformées en manifestation

Par Yves Pierre-Louis

Le vendredi 22 Octobre 2010, dès 7 heures du matin, les funérailles du professeur assassiné, Jean Filibert Louis, ont été chantées à l'Eglise de Dieu de Nazon, dirigée par le Révérend Pasteur Chéry Gaston, sise à l'Avenue Martin Luther King. Après la cérémonie religieuse, des militants du Mouvement social haïtien, à pied, ont porté le cercueil, en passant par diverses rues : Lalue, Avenue Christophe, Rue Audain en direction du Ministère de l'Education Nationale. Là, le Coordonnateur de l'Union nationale des normaliens haïtiens (UNNOH), Josué Mérilien a délivré le message de circonstance: «*Le sang du professeur Filibert servira de ferment à l'avancement de la lutte pour l'éducation, qui est un impératif catégorique. Le professeur Filibert n'est pas mort en vain, justice lui sera faite.*» a-t-il déclaré devant les manifestants qui se sont mis en colère face à la présence des soldats de la Minustah.

Les manifestants ont lancé

des propos hostiles contre les forces d'occupation de l'ONU, particulièrement les soldats français: «*Abas Minustah! Abas l'occupation! La terre de Dessalines ne leur appartient pas. La Minustah doit partir.*» Alors que les manifestants avançaient en vociférant des injures contre la Minustah, les soldats français, brésiliens et autres marchaient à reculons pour laisser le passage à la foule en colère.

Au cours de la cérémonie, les parents de la victime ont tristement exprimé leur affliction: «*Je demande justice pour mon fils et nous allons nous battre pour l'obtenir.*» a lancé la mère de Filibert, Zilianne Louis ». Sa cousine, Michèle Chéry a enchaîné: «*la mort de Filibert est un coup fatal pour toute la famille et nous réclamons justice pour Filibert.*» Ces déclarations démontrent très clairement comment l'assassinat de Filibert a plongé la famille Louis dans une profonde affliction alors que les auteurs du crime crapuleux circulent toujours sous les yeux des autorités.

Sur tout le parcours, les manifestants ont érigé des barricades avec



Des militants du Mouvement social haïtien, portant le cercueil de leur camarade Jean Filibert Louis assassiné par la policière Francine Desruisseaux le 7 octobre dernier

des pneus enflammés pour protester contre ce crime. Ils ont également exigé justice et réparation pour Filibert. Les funérailles du professeur Filibert s'étaient transformées en une véritable manifestation contre René Prével et son gouvernement. Par la suite cette manifestation a été réprimée par

les forces occupantes de la Minustah qui ont poussé les manifestants à prendre la fuite tout en abandonnant le cercueil sur le pavé.

Des militants politiques, des organisations populaires, des étudiants, des élèves, des professeurs, des syndicalistes entr'autres, ont apporté

une dernière solidarité sous forme de protestation au professeur Filibert. Ils ont dit : Filibert est parti, mais la lutte continue pour que tous les enfants haïtiens puissent aller à l'école, selon le vœu de l'article 32 de la constitution haïtienne de 1987.

Parallèlement, des messages de solidarité, des lettres ouvertes aux autorités haïtiennes pleuvent quotidiennement. Elles viennent du Canada, de Belgique et des Caraïbes. L'Association des Travailleurs et des Peuples Caraïbes (ATPC) dirigée par Robert Farbert et ses camarades de Guadeloupe, dans un message de solidarité daté du 13 octobre dernier, écrit: «*C'est avec beaucoup de tristesse et surtout beaucoup d'indignation que nous avons appris l'assassinat lâche de votre camarade, Jean Filibert Louis par la Police haïtienne, lors d'une manifestation devant le Ministère de l'Education Nationale pour exiger la scolarisation de tous les enfants et de meilleures conditions de travail. Malheureusement, la répression, l'intimidation et l'assassinat restent les armes favorites des*

Suite à la page (16)

Faits divers et faits non divers

Par Fanfan Latulipe

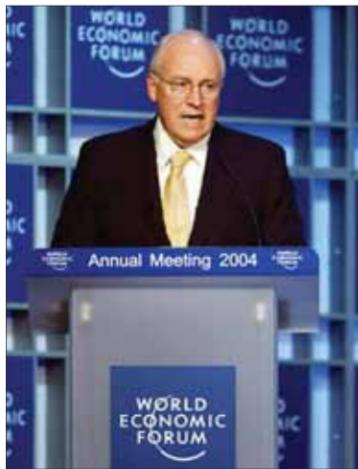
Il est intéressant de comparer les nouvelles, les informations véhiculées par la grande presse. On les reprend périodiquement, de temps en temps. Histoire de faire savoir, de laisser comprendre que la démocratie c'est sérieux et que le système n'a rien à cacher. Lorsqu'il se baigne, il le fait nombril au vent et au soleil de la critique. Il informe de son mieux, il est même répétitif de façon à ne pas être accusé de cachoteries, de sorte que si les choses ne s'améliorent pas, piétinent, stagnent, languissent même, la faute ne lui revient assurément pas.

Tenez : les États-Unis ont le plus grand nombre relatif de prisonniers de toutes les nations qui ont des statistiques à ce sujet : 714 prisonniers pour 100 000 personnes en 2007. À titre de comparaison, cette même année, le taux d'incarcération en Grande-Bretagne était de 139 pour 100 000, en Norvège de 65 pour 100 000, en France de 96 pour 100 000, de 118 pour 100 000 en Chine et de 532 pour 100 000 en Russie (*World Prison Population List [archive]*, International Center for Prison Studies, 2007).

Selon un rapport de l'ambassade de France à Washington en mai 2009 : 7,3 millions d'Américains sont incarcérés, en liberté conditionnelle ou en sursis, soit 1 sur 31 adultes américains. Il y a 25 ans, le taux était de 1 sur 77. Il y a une vingtaine d'années, les 50 États américains dépensaient 10,6 milliards de dollars de leur budget pour le système pénitentiaire. Pour l'année fiscale 2008, les États ont estimé avoir dépensé 52 milliards de dollars pour les prisons, soit 5 fois plus. Ces statistiques sont connues. Mais elles sont traitées comme des faits divers. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de chercher les vraies causes de ces taux aberrants d'emprisonnement touchant davantage les Noirs, les Hispaniques et les Blancs pauvres. Et plus il y aura de prisons et de prisonniers plus il y aura de faits divers auxquels les magnats de l'industrie carcérale et les représentants attirés de l'establishment ne feront guère attention.

La faim et la pauvreté dans le monde. Ha !Ha !Ha ! Quelle affaire ! Oui, la faim et la pauvreté. Parlons-en. Deux mots bien connus des millions d'ONG qui s'affairent à ne rien faire ou presque dans les pays pauvres. Deux mots bien connus des *gwo zouzoun*, du gratin mondial des multinationales, de la politique et des médias qui se réunissent à Davos à chaque mois de janvier pour décider de l'avenir du monde, et conclure de bonnes affaires au passage entre patrons de multinationales et représentants des états (futurs privatisations, obtention de marchés publics, exploitation des ressources, etc.).

Leurs bla-bla-bla et leur blo-blo-blo coutumiers riment seulement avec profit maximum et décherpillage des nations pauvres. On cherchera en vain les bonnes œuvres humanitaires qu'ils ont pu mettre en branle pendant leurs réunions de chachals. C'est toujours du parler en pile et mettre là. Ainsi, pendant la période allant de 1990 à 1992, le nombre de personnes qui souffraient de la faim à l'échelle mondiale était de 842 millions. Selon un rapport de la FAO (*Food and Agriculture Organization*), ce nombre dépassait le milliard en 2009, un chiffre jamais



Cheney, le vice-président américain était venu justifier l'invasion de l'Irak et défendre la "guerre contre le terrorisme". Ancien ministre de Bush-père, très lié aux lobbies militaires-industriels et pétroliers, c'est l'homme qui dirigeait réellement les États-Unis derrière le pantin Bush Junior. (www.syti.net/Organisations/Davos_2007.html)

atteint auparavant (Economie solidaire, avril 2010). Si vous êtes bon en math, faites le calcul, d'autant que pour les Davosiens, les chiffres se rapportant aux affamés du monde ne sont que faits divers.

Les déclarations d'engagement social au Forum social mondial (FSM) ou *World Economic Forum* (WEF), comme chaque année depuis la fin du dernier millénaire, ne manquent jamais. Ministres, patrons d'entreprise, *zotobre, zouzounn, zoboukechen, bèkfe, dyòl bòkyè*, dirigeants de la planète, élites économiques et stars du show business multiplient les grandes idées pour aider les pays démunis. Mais elles restent à tous les coups lettre morte. On attend encore les résultats du forum de 2007, à propos du réchauffement climatique, le thème favori de Georges W. Bush qui s'accroche encore désespérément au mât du Sommet de Kyoto, ce fait divers concocté par quelques esprits malins pour faire diversion et se faire un peu de notoriété.

À Davos, on discute, imaginez, de faits divers: éradiquer la pauvreté dans le monde, responsabiliser les multinationales, alléger la dette des pays en difficulté, faire fleurir la démocratie en Amérique latine et en Afrique, et j'en passe. La réalité est bien moins brillante. Placé entre le G8 et l'OMC, le cercle économique du beau monde davosien a assisté sans réagir, toutes ces années, à la progression des inégalités dans le monde. En trente ans, depuis l'apparition du FSM, celles-ci n'ont cessé de se creuser. Une coïncidence? Le FSM prend à son compte les bonnes idées aussi facilement qu'elle les laisse tomber dans l'oubli. Le besoin d'actes précis, mesurables, semble imprégner tous les débats à Davos, créant l'illusion de l'urgence. Mais cela reste, justement, une illusion. Quelque 50 milliards de dollars sont nécessaires pour réduire de moitié les besoins en alimentation. En janvier 2004, un ancien président des États-Unis [faut-il le nommer?] observait sans rougir que son pays dépensait au moins le quadruple de cette somme en armement.

On soupçonne ce que, à Davos située dans les Alpes Suisses, près du domaine royal de Klosters, les représentants gros et gras des plus repus de la planète doivent penser tout bas. Mais oui, les victimes de la

faim n'ont qu'à ne pas avoir faim. Qu'est-ce qui les prend de s'en plaindre? Après tout ce n'est quand même pas la fin du monde quand les petites tripes doivent manger les grosses tripes. Un phénomène sans doute lié à la misère mais qui tient du darwinisme anatomo-physiologico-intestinal. La belle affaire ! Voilà qu'après un an à s'échiner à s'occuper de la bonne marche économique du monde, on ne peut plus venir jouir d'un repos bien mérité à Darvos. Est-ce à croire que la démocratie et les droits de l'homme se meurent ? Qu'on arrête de nous casser les pieds et le plaisir avec ces faits divers que sont la faim et la pauvreté !

Changeons de registre. Le 6 Octobre 1976, un avion de ligne de la compagnie Cubana Airline explose en plein vol au large des Barbades, faisant 73 victimes : les jeunes vainqueurs du Championnat d'Esclime d'Amérique centrale et des Caraïbes, un groupe d'étudiants Guyanais et les membres de l'équipage. Les parents des « 73 » attendent toujours que justice leur soit rendue. Mais ce crime lâche, abject et crapuleux est resté un fait divers aux yeux de médias qui ne se soucient plus du fait que les principaux auteurs de ce lâche attentat n'ont jamais été ni jugés ni punis, et ont continué à mener leurs activités criminelles depuis plus de quarante ans. Pire, ils plastronnent dans les rues de Miami. Même ils ont eu à faire d'intempestives déclarations au *New York Times* qui a depuis longtemps oublié ce fait divers. D'autant que George W. Bush et maintenant Barack Obama disent qu'il ne faut pas toucher à leurs potes.

Registre « romain ». Vous connaissez bien Rome, la capitale de l'Italie. Mais connaissez-vous aussi bien les Roms ? Cet ensemble de populations, ayant en commun une origine indienne. Présentes en Europe dès le XIe siècle, elles y forment au XXIe siècle la minorité « la plus importante en termes numériques ». Gitans, Tsiganes (ou Tziganes) ou Bohémiens sont des termes synonymes de Rom. Ils sont nombreux en France (environ un million), en Turquie (entre 1 et 1.5 millions), en Hongrie, en Roumanie, en Macédoine, en Serbie, en Espagne. Beaucoup de Roms continuent à vivre selon leur mode de vie nomade, en voyageant en roulottes ou en caravanes. En Europe orientale, ils vivent souvent en communautés marginales au taux de chômage élevé. Tout au long des siècles ils ont été victimes de persécutions, d'expulsions, et de génocide aux mains des Nazis.

Voilà que Nicolas Sarkozy pris au piège d'une cote très basse de popularité et d'une grogne croissante des Français insatisfaits des mesures libérales de son gouvernement, s'est cherché des boucs émissaires et a décidé, d'expulser massivement des Roms vers leur pays d'origine, la Roumanie. Une circulaire du ministère de l'Intérieur diffusée le 5 août 2010 demandait aux préfets de faire évacuer « 300 campements ou implantations illicites d'ici trois mois, en priorité ceux des Roms », et d'engager une « démarche systématique de démantèlement des camps illicites, en priorité ceux de Roms ». Pour le roitelet Sarkozy, cette expulsion allait passer comme un fait divers, les Roms à ses yeux n'étant moins que rien. Il avait sans doute bien compté mais il avait mal



À gauche, John Thain, président du NYSE (New York Stock Exchange, la bourse de New York), et à droite Jean-François Théodore, président d'Euronext, la bourse de Paris, Bruxelles et Amsterdam qui s'apprêtent à fusionner avec le NYSE : lajan marye ak lajan. (Davos, 2007)



La station suisse de Davos, comme d'habitude entourée de barbelés pendant la durée du Forum, cet exercice de démocratie barbelée d'idées nobles et humanitaires.

calculé.

En effet, des experts en droit constitutionnel ont vertement critiqué l'expression « en priorité ceux des Roms » qui contrevient aux principes de non-discrimination, tandis que l'ensemble de la circulaire contrevient à ceux de libre circulation des personnes et de leur droit de séjour garantis par les traités européens et détaillés par la directive de 2004 (38/2004). Elle serait aussi potentiellement contraire à la Convention européenne des droits de l'homme qui interdit les discriminations fondées sur la nationalité, la race ou l'appartenance ethnique. Le 22 août 2010, le Pape Benoît XVI qui n'avait pas pris l'affaire des Roms pour un banal fait divers a voulu donner une suiyade à Sarkozy. Mais en vieux rat enfariné rompu aux circonvolutions sibyllines de langage à la Manigat, il a seulement exhorté des pèlerins à savoir « accueillir les légitimes diversités humaines ». Il ne s'est toutefois pas mouillé dans l'eau claire d'une dénonciation ferme de Sarkozy. Entre larrons en foire il faut savoir se ménager.

Le 27 août 2010, le Comité pour l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CEDR) de l'ONU a fendu dans le *fif* de Sarkozy en demandant à la France pourquoi elle n'avait « toujours pas mis à la disposition des gens du voyage [les Roms] le nombre nécessaire d'aires d'accueil conformément à la loi du 5 juillet 2000 dite loi Besson ». Le 9 septembre 2010, le Parlement européen adoptait une résolution dans laquelle il pressait la France, Sarkozy bien sûr, de « suspendre immédiatement toutes les expulsions de Roms ». Le 14 septembre 2010, Viviane Reding, commissaire européenne à la Justice, aux Droits fondamentaux et à la

Citoyenneté, a fait part de son « intention de lancer deux procédures d'infraction contre la politique de la France à l'égard des Roms ». Cette Marie-Jeanne luxembourgeoise, une femme qui n'est pas dans les rances a dit *basta* aux faits divers du petit bâtard de Sarkozy qui a reçu le message cinq sur cinq.

À côté des faits divers, il y a aussi les faits non divers, tabous, auxquels il ne faut pas toucher. Il ne faut pas en parler, il faut laisser tomber. Ainsi de multiples résolutions ont été adoptées par l'ONU, depuis la résolution 181 du 29 novembre 1947 instituant le partage de la Palestine en trois parties jusqu'à la résolution de juillet 2004 condamnant Israël pour avoir établi un mur de séparation en Cisjordanie. Elles sont toutes restées lettre morte, parce qu'aux yeux de Washington, ce ne sont pas des faits divers, ce sont des faits brûlants, non divers, tabous à classer rapido presto. Tonton Sam *pa kanzo* du moins quand il le veut bien...

De même, l'auguste Assemblée générale de l'ONU a beau s'être prononcée depuis ces dernières années en faveur de la levée de l'embargo criminel contre Cuba, les chiens enragés du Département d'Etat se mettent en croix pour bloquer la décision, la levée de l'embargo étant taboue, une patate chaude qu'il faut vite ranger dans un coin de la cuisine revancharde de Washington, un fait non divers à ne pas plaisanter avec.

Depuis mai 2006, un fait non divers défraie la chronique en Haïti : la dangereuse, chronique et délétère inutilité de Préval. Mais Ti René est l'homme *tyoul* de Washington qui tient à ce que l'on ne s'en inquiète pas. Ti René doit rester tabou jusqu'au 7 février 2011. *Sa k pa kontan*, on en fera les faits divers de la saison électorale.

Sitin devan Anbasad Etazini nan peyi Dayiti

Lendi 25 Oktòb la, anpil nan manm komisyon pèmanan mobilizasyon Fanmi Lavalas te pike pikèt yo devan Anbasad Etazini an nan peyi Dayiti, pou yo te pote sipò yo a lèt yon karantèn palmantè etazinyen te voye bay sekretè Deta a, Hillary Clinton, pou yo te mande administrasyon Obama pa finanse okenn maskarad elektoral nan peyi Dayiti. Nan lèt sa a tou palmantè yo te egzije patisipasyon tout lòt pati politik KEP/Preval/Gaillot a te mete deyò nan eleksyon ki gen pou fèt pou ranplase René Preval nan tèt peyi a epi pou renouvle yon tyè nan Sena, Chanm depite a ak tout manm kolektivite Tèritoryal yo. Men tout moun konstate KEP a vle fè yon seleksyon, yon maskarad, san patisipasyon mas pèp la, yon fason pou l fasilite Rene Preval pase mayèt la bay yon pwòch li nan fen manda l, pou l kontinye ak politik esklizyon, vann peyi a, likide souverèntè peyi a, dominasyon, eksplwatasyon politik, kòripsyon, kriz sou tout fòm.

Tout lòt moun ki pa dakò ak politik kontinite sa a, ki pa dakò al



Manm komisyon pèmanan mobilizasyon Fanmi Lavalas nan yon sitin devan Anbasad Meriken an

bay Preval kowòm ak lejitimite pou mete yon pwòch li nan tèt peyi a ap òganize yo pou yo kontrekare pwojè makab sa a. Se nan sans sa a divès mobilizasyon deja fèt e mobilizasyon sa yo ap rapousuiv jiskaske yo kraze tout konplo kont mas pèp la. Sitin militan Fanmi Lavalas yo, ki rete konsekan ak tèt yo fidèl ak

reprèzantan nasyonal Jean Bertrand Aristide ; militan ki vann konsyans yo pou po patat antre nan kad mobilizasyon sa yo, pou kenbe flanbo mobilizasyon rezistans lan, pou re-tou Jean Bertrand Aristide epi patisipasyon Fanmi Lavalas ak senbòl Tab la nan eleksyon enkliziv.

Yon lòt fwa ankò, militan

konsekan Fanmi Lavalas yo, nan komisyon pèmanan Fanmi Lavalas la ki genyen nan tèt li Ansyto Félix, komite egzekitif la ki genyen nan tèt li : Maryse Narcisse ak Lionel Etienne, ki rete fidèl ak Aristide, ideyal 16 desanm 90, lit pèp ayisyen an, ki pa deziste, ki kontinye ap reziste te devan anbasad Etazini an pou voye yon mesaj klè bay administrasyon Obama.

Maryse Narcisse ki te patisipe nan pike pikèt sa a te deklare : « Seleksyon 28 novanm lan, Fanmi Lavalas pap sipòte okenn kandida kandida e ki pa gen pèsonn ki reprezante l. Se poutèt sa, nou prezan nan sitin sa a, pou n kontinye denonse seleksyon yo prevwa fè 28 novanm lan. Aprè 12 janvyè, lè m gade sityasyon peyi a, nou te konnen yo ta pral pran yon lòt direksyon. Nou konstate jounen jodi a se menm penpen lan k ap kontinye ak pouvwa a e menm kominote entènasyonal la ap ba l jarèt. Jodi a, nou panse fòk nou kontinye ak mobilizasyon an, fè sitin pou n fè lopinyon piblik en-

tènasyonal la, patikilyèman Etazini konnen wòl li nan nan sipòte yon pwosesis demokratik nan peyi Dayiti. Seleksyon ki pral fèt la a yo pa demokratik e se pa yon bagay respekte dwa moun nan peyi Dayiti ». Nan lèt apwi sa a, 45 palmantè yo, yo te voye bay Hillary Clinton, yo te di « Reyalizasyon eleksyon 28 novanm yo nan peyi Dayiti, nan kondisyon yo vle fè yo pral agrave pi plis enstabilite politik, esklizyon sosyal, kòripsyon, trafik dwòg, ranfòsman pouvwa pèsone, vyolasyon flagrant konstitisyon ayisyen lan. Eleksyon pike kole sa yo pral plonje peyi a nan plis kriz ak vyolasyon dwa moun. Eleksyon chanpwèl sa yo pral fè demokrasi a fèbak nan peyi Dayiti. » Se pou rezon sa yo, òganizasyon sosyal yo ki siyen yon lèt e remèt li nan Anbasad Etazini an, nan fen sitin lan, mande gouvènman Etazinyen an respekte rekòmandasyon palmantè yo, pou l wete finansman li te bay KEP a.

Yves Pierre-Louis

23zyèm jounen Entènasyonal Lang kreyòl !

Se nan lane 1983, yo te konmanse selebre Jounen entènasyonal Lang ak Kilti Kreyòl la nan dat 28 oktòb, pou te sa bay lang lan jarèt pou l te levekanpe sòti anba tab. Malgre anpil jefò fèt, kreyòl la poko janm pran plas li merite an Ayiti, paske gen anpil moun nan sosyete a, menm leta peyi a ap mete l sou kote toujou. Nan kad anivèsè sa a, n ap di lang Kreyòl la Bönfèt. N ap kenbe la ak ou jouk mayi mi.

Lang pa m lan !
Anpil nèg k ap tòde bouch yo
Pou voye franse zuzu moute
Di : o wi kreyòl se pa yon lang
Ak yon bann patati patata
Gen nan yo ki menm rive di
Lang kreyòl la s on madichon
Sou tèt peyi d Ayiti
Konsa, menm chen lakay yo
Se an franse yo jape tou
Bòn ak gason-lakou yo podyab
Ki pat gen chans fè de jou sou ban
Kay direktè Sovè
E y ap peye 20 goud pa mwa
Ak règ imilyasyon kòm bonis
Blije chache kote ti djakout
Fwanse sirèt-wòwot yo ye
Pou yo sa voye moute tou
Pou koresponn ak arivis franse yo
Ki pap rache yon mo kreyòl
Epoutan lè malere sa yo soti nan lari a

Lè y al nan mache
Y ap machande yon rejim bannann
Pou arivis fwanse yo sa yo manje
Se lang manman yo a, kidonk kreyòl
Yo pale ak pitit Sòyèt parèy yo
Mwenmenm tou papa
M pa gen kont ak lang manman m lan
Ki se kreyòl e k ap toujou kreyòl
Paskè m fè tout zafè m an kreyòl
M dòmi m leve an kreyòl
M pran ti beny mwen an kreyòl
M biye biye m an kreyòl
M mache mache m byen bòzò an kreyòl
M manje ti manje kreyòl mwen an kreyòl
Lè kè m kontan
M bay ti blag mwen an kreyòl
M pete kout ri m an kreyòl
Konsatou lè m nan lapenn
M kriye kriye m an kreyòl

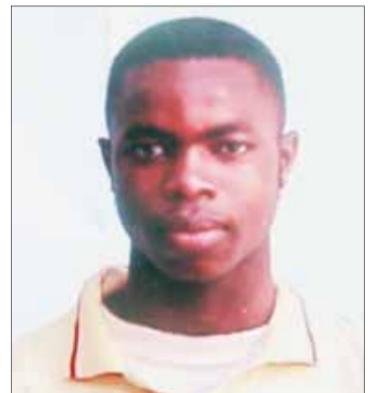
Lè zengleno bare m
M tonbe tranble an kreyòl
M rele anmwesekou an kreyòl
M file bèl nègès kreyòl mwen an kreyòl
Mwen chame l byen chame an kreyòl
E m karese l nan gou jezi an kreyòl
M danse konpa m ak twoubadou m an kreyòl
Epi m peze dam mwen tou an kreyòl
Mwen ekri ti pwezi m an kreyòl
Pou m pale ak tout vrè nèg kreyòl parèy mwen
Alòs, zafè arivis franse yo
Ki refize pale kreyòl
Mwenmenm, m ap kontinye pale kreyòl
E m ap kontinye viv viv mwen an kreyòl
Paskè kreyòl se lang pa m lan.

Moriso Laza

Miragwàn : Jean Rony Darygrand boule kay madanm li

Nan lannwit samdi 23 pou louvri dimanch 24 oktòb 2010 la, Jean Rony Darygrand ki genyen 35 lane, te vini ak gazolin, mete dife nan kay madanm li ki rele Guerda, nan vil Miragwàn, nan zòn Detou. Kay la te rive boule rapyetè e yo pa t rive sove anyen. Daprè enfòmasyon moun nan zòn lan te bay, mesye dam sa yo ki t ap viv nan kay la te toujou nan diskisyon. Misye te toujou ap fè jalouzi poutèt papa pitit Guerda a te konn vin nan kay la. Te genyen plizyè lòt kay nan zòn lan ki te manke pran dife, kouwè kay viktim tranblemanntè 12 janvyè a, Sylvania Gousse, ki t al refije nan Miragwàn. Kriminèl la Rony te rive sove, yo pa t rive mete men sou li.

Sa ki pi rès nan ka sa a, aprè ensandi an, viktim yo te rele yon jijdepè pou vin fè konsta dega yo, jijdepè a te rive sou plas, li pa t fè konsta a, paske viktim yo pa t genyen lajan pou peye



Jean Rony Darygrand, ki boule kay madanm li nan Miragwàn, jousamdi 23 oktòb 2010 la

jij la. Ka sa a se yon lòt prèv anplis ki pwouve lajistis nan peyi Dayiti se zafè moun ki genyen lajan, moun ki pa genyen lajan pa ka jwenn jistis. Yon sistèm jistis nan peyi Dayiti, se yon sistèm enjistis ki anfavè moun ki rich yo kont pòv yo. Se vye sistèm enjistis sa a, Rene Preval ak akolit li yo ap fè tout kalte magouy nan fè vye eleksyon pou asire kontinite sistèm lan.

Si jijdepè pa vle fè yon konsta nan yon kondisyon parèy. Eske pèp ayisyen ka aksepte yon sistèm jistis kòwonpi konsa ?

Yves Pierre-Louis

Federasyon Agrikiltè Leyogàn (FAL)

Yon federasyon k ap travay pou tout Peyizan, Plantè,

Ayisyen konsekan ki renmen peyi yo,

Ap envite tout moun nan yon gran rasanbleman

Samdi 13 novanm 2010, 5kè PM

Nan lokal jounal Ayiti Libète

FAL reyini 13 asosyasyon kominal soti Belok tonbe nan katye Twen. Rezon reyinyon sa a, se pou vin braselide pou n konnen kouman nou ka ankadre plantè nou yo epi ba yo zouti nesese pou yo ka plante tè nou yo k ap gaspiye nan Leyogàn. Mezanmi gen anpil tè nan Leyogàn k ap gaspiye, se zèb k ap pouse sou yo. Li lè li tan pou n mete men nou nan pat la. Youn di lot. Samdi 9 oktòb 2010, nou pral chita sou tab la pou n di :



FAL, yon federasyon pou tout peyizan Leyogàn

Aba manje pèpè ! Nou vle manje manje lakay ! Manje lokal toujou pi bon !

Ayiti Libète 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY (kwen Glenwood)

Enfòmasyon : 347 261 9831
917 662 3725 • 718 287 1847
Nan Noujèze : 973 414 9236

Paul J. Jourdan

Attorney at Law

1 Hillel Place, Suite 3C
Brooklyn, NY 11210

Phone:

(718) 859-5725
(718) 338-0222

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



KAPTE BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou

Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere

(917) 251-6057

www.RadyoPaNou.com

Mèkredi 9-10 pm

Welcome to CAFÉ PANOU

Where you can get your excellent Foods, Drinks, Caribbean Products and Much More

1113 E 34th St. Brooklyn, NY 11210
Corner Flatbush near Avenue I
Tel (718) 758-1212
(347) 254-8262

Nou pale kreyòl epi nou vann Ayiti Libète !

Relations USA-Cuba :

Obama maintient le blocus de la honte!

Par Hervé Jean Michel

Le mercredi 13 Octobre 2010, l'ambassadeur cubain en Haïti, Monsieur Ricardo S. Garcia Nápoles, a convoqué en sa résidence à Péguy Ville, une conférence de presse sur la Résolution 64/6 de l'Assemblée générale des Nations-Unies relative à la levée du blocus économique, commercial et financier, appliqué par les Etats-Unis d'Amérique contre la République démocratique de Cuba.

Il est indispensable, pour mieux éclairer le lecteur de Haïti Liberté, de noter que la Résolution 64/6 de l'Assemblée générale des Nations-Unies, a été votée le 28 Octobre 2009. Armé de deux documents, le diplomate cubain a brandi des preuves qui démontrent et témoignent comment ce blocus cinquanteenaire des Etats-Unis, fermement en application depuis l'année 1962, est une violation des droits constitutionnels du peuple étasunien, de la souveraineté d'autres peuples et Etats, contraints à son application par son caractère extraterritorial, est aussi un crime contre le peuple cubain.

Le document intitulé, « Rapport de Cuba » remis à la presse, dans son introduction, a jeté un regard cru sur le vieux contentieux historique cubano-étasunien, né des ambitions de l'Empire de subjuguier l'île qui s'est toujours battue pour sauvegarder son indépendance et sa souveraineté. « Cette prétention a atteint son apogée au triomphe de la Révolution à Cuba en 1959. Dès lors, toutes les administrations étasuniennes ont utilisé avec des nuances différentes les mêmes instruments politiques pour tenter de la détruire. Le blocus économique, commercial et financier, la subversion et la guerre psychologique, la propagande ont été des outils permanents et systématiques, de cette politique », lit-on dans les propos introductifs dudit document.

Dans ce silence sépulcral des Etats faisant partie du Conseil de Sécurité des Nations Unies, se targuant de la culture de la démocratie et du respect des droits humains, l'asphyxie socio-économique de Cuba se perpétue. Les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Angleterre ne se vantent-ils pas d'être des créateurs de civilisation, de cette civilisation qui arrache l'homme à la barbarie pour l'intégrer pleinement dans l'humanité !

La Russie et la Chine n'ont-elles pas fait le pas historique vers le socialisme, aujourd'hui, ne se retrouvent-elles pas agenouillées, soutenant toutes les initiatives de l'Empire dans sa subjugation des peuples en lutte pour leur dignité, leur liberté et leur autonomie ?

Il est inhumain, scandaleux, dangereux pour la paix du monde les réalités contenues dans le « Rapport de Cuba » relatif aux dommages infligés au peuple cubain par ce blocus dans ses applications extraterritoriales. « Les dommages économiques directes infligés au peuple cubain par le blocus économique commercial et financier des Etats-Unis, se sont chiffrés, au bas mot, jusqu'à décembre 2009 au prix courant, à plus de 100.154.000.000 de dollars. Ce montant s'élèverait à

239.533.000.000 de dollars si les calculs étaient faits en prenant pour base l'inflation des prix de détail aux USA. » selon le CPI calculator de l'U.S. Department of Labor Bureau of Labor Statistics/http://www.bls.gov).

Finalement des calculs plus spécialisés, tenant compte de la spéculation sur le prix de l'or sur le marché mondial, les préjudices de toutes sortes infligés à l'économie cubaine, s'élèvent à la fin de 2009 à un total de 751.363.000.000 dollars.

Tous les domaines de la vie économique et sociale ont souffert et souffrent du blocus appliqué, extraterritorialement contre Cuba par les Etats-Unis d'Amérique : le commerce, l'industrie, l'agriculture, les finances, la santé, le transport, la culture, les sports, l'énergie, les recherches technologiques, etc.

Essayons d'ouvrir encore ce document « Rapport de Cuba » à la rubrique santé publique et voyons comment ce secteur souffre, non seulement en raison des pertes matérielles et des coûts surenchérés des médicaments et des technologies, mais aussi comment les Etats-Unis tuent lentement, mais sûrement une population civile innocente, coupable seulement d'appartenir à la société cubaine en lutte pour sa dignité et son autonomie.

Le document « Rapport de Cuba » dégage aussi la lumière sur une réalité fondamentale que cette République persécutée, tente chaque jour d'échapper à l'arriération, au sous-développement à l'ignorance, à la pauvreté et à l'exploitation, marques distinctives des sociétés dominées, appauvries, à économie pillée. Cuba est un pays engagé dans la recherche scientifique, donc libéré, malgré le carcan de l'embargo. La médecine de ce pays dans les conditions actuelles, n'est pas une routine, mais une activité créatrice en pleine expansion. Pour les Etats-Unis, il importe de freiner, de briser cet élan afin de plier ce pays à leurs exigences.

«Les dommages économiques



Conférence de presse de l'ambassadeur cubain en Haïti, Monsieur Ricardo S. Garcia Nápoles, le mercredi 13 Octobre 2010

le pays doit acheter des médicaments, des réactifs, des pièces détachées pour équipements médicaux, des instruments et d'autres intrants sur des marchés éloignés et bien souvent à travers des intermédiaires, ce qui renchérit les coûts. A quoi il faut ajouter les souffrances et le désespoir que cette situation engendre chez les patients et leurs familles qui ne peuvent pas disposer du médicament adéquat et très souvent au moment requis pour sauver une vie. Et cette douleur-là ne sera jamais quantifiable ».

Quand un pays se voit contraint, forcé à la non-production, quand des millions de bouches doivent être exigiblement nourries, il y a lieu de se demander, n'est-on pas en face du mal absolu. Cuba est victime de sa philosophie et de sa politique, consistant à construire une société productrice de sa propre culture, de ses propres valeurs et non une société condamnée à singer la pensée, la réflexion, les paroles, les gestes et la praxis des

tous les peuples doivent apporter leur essence spécifique dans la construction d'un monde, de ce monde pluridimensionnel et non ce monde moniste, mondialisé sous l'épithète du néolibéralisme privant l'homme du respect de ses droits à la dignité et à la vie.

Quelle est la position de l'administration Obama ?

Prisonnier ou fidèle serviteur de l'establishment, l'administration Obama, malgré ses sons de trompette pour annoncer que le changement allait avoir lieu, que les relations internationales allaient s'inaugurer sous le signe du dialogue et non de la puissance militaro-politico-économique, les sanctions sont maintenues comme au temps de Reagan, de Clinton et de Bush. Obama fait peur et très peur !

«L'Administration Obama a maintenu les mesures de blocus conçues par Bush, dont la traque des opérations commerciales et financières de Cuba à l'étranger et des amendes administratives et pé-

nales à des personnes naturelles et juridiques qui en violent les règlements. En 2009, l'OFAC a infligé des amendes, totalisant 315.503 dollars à sept sociétés pour violation du blocus ; soit un total de 340.678 dollars quand on cumule des personnes juridiques et naturelles. Au premier semestre de 2010, les amendes à des sociétés ont déjà totalisé 2.221.671 dollars. L'OFAC a infligé d'autres amendes pour des millions de dollars non seulement par rapport au commerce avec Cuba, mais avec d'autres pays au titre de mesures coercitives unilatérales». C'est ce qu'il est permis de lire à la page 12 du document « Rapport de Cuba ».

Rien n'a changé, donc la propagande électorale de Barack Obama était justement destinée à fermer les yeux de ceux qui veulent voir les choses changer aux Etats-Unis et partout dans le monde. Malheureusement, l'impérialisme a la tête dure comme de l'acier, plus il change, plus il reste le même « Le gouvernement ne leverait pas le blocus contre Cuba », a déclaré le vice-président des Etats-Unis qui participait au Sommet des dirigeants progressistes au Chili le 28 mars 2009 dernier. Puis le 7 avril 2009 le porte-parole du département d'Etat Robert Wood a ajouté : « Je pense que nous avons été très clair, nous ne jugeons pas le moment venu de lever l'embargo ».

Ce sont des paroles d'une grande fermeté, nul ne doit se faire des illusions. Cuba est condamné à se battre longtemps encore pour surmonter cette terrible difficulté. L'Organisation des Nations Unies est capable de prendre et d'appliquer des mesures de mise sous tutelle, de colonisation, de pillage des ressources des pays les plus faibles, le tout au profit de l'impérialisme, mais jamais d'œuvrer dans le sens de la justice. C'est avec ferveur que le Conseil de Sécurité, composé de ces pays qui partagent le gâteau mondial, maintient la tutelle pour mieux écraser le peuple haïtien et les autres peuples dominés, comme c'est le cas pour la

Suite à la page (16)

BG L'Auberge Créole Restaurant & Bakery

1366 Flatbush Avenue, Brooklyn, NY 11210 (between Farragut Road & E. 26th Street) 718-484-3784 / 718-484-3785

- Déjeuner** de \$2.50 à \$6.00 (1 jus gratis)
 - Poisson • Morue • Oeufs • Spaghetti • Foie Dure
 - Ragout • Bouillie De Banane • Avoine • Hareng Saur
- Dinner** de \$7 à \$18
 - Poulet • Griot • Tassot • Cabri • Légumes
 - Lambi • Poisson • Bouillon • Boulettes • Pâtés
- Salades**
 - Verte • Russe • Caesar • Fruit de Mer • Macaroni • Fruits
- Boissons**
 - Corossol • Grenadine • Grenadia • Citron • Papaye • Fraise • Akasan

We cater for all occasions sont essentiellement dus au fait que autres. D'où cette éducation que

RADIO PA NOU

1685 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11226

67 Khz www.radyopanou.com

- Depuis 2002
- Nouvelles
- Analyse
- Publicité

Fondateur: Jude Joseph Bureau: (718) 940- 3861

Studio: (718) 701- 0220 • (718) 856- 8702 (718) 928- 7022 • (718) 462- 0992 (718) 469- 8511

Le Flambeau Restaurant



1832 Schenectady Avenue (entre Ave. J & K) Brooklyn, NY 11234

Loubing, General Manager

Breakfast - Lunch - Dinner 7 days a week, 9 am - 10 pm

Samedi Bouyon

Dimanche Soup Giromon, Pintad, diri djondjon

Free Delivery Catering for all occasions

347-462-9029

Élections haïtiennes: René Préal prêt à tout !

Par Joël Léon

« Zonbi ki goute sèl pa mande rete »

Le rejet de M. Jacques Edouard Alexis, grand ami du président Préval, comme candidat à la présidence du parti de celui-ci, INITE est une décision politique majeure qu'il m'a toujours été difficile de cerner, c'est-à-dire d'en saisir les dessous, les non-dits. Aussi, je m'étais mis à investiguer l'affaire.

D'après des sources bien informées appartenant aux deux groupes, c'est-à-dire Préval et Alexis, la rancœur du premier à l'encontre de ce dernier ne date pas d'hier. D'abord, c'est une lutte entre les nouveaux venus et les anciens, autour de Préval. Les nouveaux amis viennent presque exclusivement de l'ancienne opposition gnbiste. Ils sont considérés par les anciens, composés exclusivement d'anciens cadres techniques et politiques du parti Lavalas, comme des « transfuges ». Cependant, au fur et à mesure que le pouvoir s'éloignait de l'influence de l'ancien président Aristide, les « transfuges » se renforçaient autour du président Préval, le nouveau maître des lieux, jusqu'à former un cercle solide et étanche allergique à toute présence jugée non conforme au cercle, « non pure ». Parlant de pureté, en guise de fonder une organisation politique de type classique, Préval et ses « transfuges » ont, de préférence, donné naissance à une chapelle politique, dont le président est le seul chef suprême. Ces nouveaux gourous de la scène politique sont très avarés, ils ne jurèrent que par une allégeance totale, dépouillée de tout soupçon. Ils ont fait plusieurs victimes, parmi eux Jacques Edouard Alexis et François Pierre-Louis.

L'ancien premier ministre Alexis a été rejeté en raison de ses prétendues liaisons avec des individus considérés comme des « non-purs ». Il ne faut pas oublier que le premier ministre actuel, Jean Max Bellerive, a été parachuté comme ministre de la Planification par un militant lavalas influent, du nom de Joe Cantave. Donc, Bellerive « représentait » lavalas, je dirais officieusement, au sein du gouvernement pluriel qui a vu le jour après l'investiture du président Préval en 2006. D'après les détracteurs de M. Alexis, ce dernier infiltrait au sein de l'administration publique des cadres proches de l'ancien président Aristide dans des positions peu visibles avec la possibilité d'être promu dans des fonctions plus sérieuses.

A un certain moment de la durée, Alexis caressait l'idée de se présenter aux élections présidentielles sous le label d'un brassage lavalas/lespwa. Au début, cette idée fut bien reçue par diversions qui gravitaient autour de l'atome, c'est-à-dire Préval, à condition que le leader en exil soit écarté de l'équation. Mais au fur et à mesure que la désintégration se poursuivait au sein du parti Fanmi lavalas, les « transfuges » changèrent de stratégie, et optèrent alors pour une politique de ratissage dur, consistant à récupérer le plus de militants influents possibles du parti lavalas et transformer le terrain politique en une terre brûlée pour ceux qui refusaient de s'aligner. On connaît la suite: Jean-Mary Samedi, Samba

Boukman, Sò Ann et Yvon Neptune etc. ont été récupérés, d'autres jetés en prison ou contraints à s'exiler dans leurs propres pays.

D'après un membre fondateur du parti de feu Renaud Bernardin, Louvri Baryè, Préval fut un membre fondateur de cette organisation politique, quoiqu'il n'ait pas signé les documents constitutifs. Ceci expliquerait, toujours d'après ce cadre, que le parti ait été toujours présent aux côtés du président. Notamment, un cadre-dirigeant comme Marie Laurence Lassègue, François Pierre-Louis etc. Permettez moi que j'introduise ce dernier personnage, à ma manière bien sûr, dans le développement de l'article.

Je rencontrai M. François Pierre-Louis quelques mois après le départ de Jean Claude Duvalier en 1986. Administrateur d'Haïti-Progress de l'époque, il jetait les bases de l'« Assemblée populaire nationale » APN, qui allait devenir plus tard « Parti populaire national », toujours sous la férule de M. Benjamin Dupuy. François incarnait l'anti-impérialisme pur et dur de l'époque. Il critiqua ouvertement les dirigeants du « parti unifié des communistes haïtiens », le PUCH, en les qualifiant de petits bourgeois anti-révolutionnaires et révisionnistes, parlant de René Théodore et de Max Bourjolly. Lui représentait l'aile extrême de la gauche en Haïti, projetant une image de lui-même du style latino-américain, c'est-à-dire un mariage entre les idées marxistes et le secteur progressiste de l'église catholique, appelé « Ti legliz » et inféodé à la théologie de la libération dont le chef de file fut Jean B. Aristide. Lors, l'on s'interrogeait sur les possibilités de « christianiser le marxisme ou marxiser le christianisme ».

A partir des élections de 1990 et de la montée au pouvoir d'Aristide, des bouleversements profonds allaient prendre place au sein de la mouvance gauchisante, ce qui conduisit à des comportements politiques proches de la dérive morcelant ainsi ce courant de manière irréversible. François Pierre-Louis, travaillait au ministère de la coopération externe en 1991, sous la direction de Renaud Bernardin. A dire vrai, il était toujours correct avec moi pendant tous les 7 mois d'Aristide au pouvoir. Nous nous sommes encore rencontrés en exil en 1994, là encore notre rencontre a été cordiale. Aujourd'hui, François est directeur de campagne de Jacques Edouard Alexis, après avoir entraîné sa bosse à la Primature. Le parti Louvri baryè auquel il était affilié, finit par prendre publiquement ses distances par rapport à la mouvance présidentielle INITE. Donc, un choix clair et net est fait !

Cependant, certains membres du PPN accusent François d'être à l'origine de l'éclatement au sein du parti de Ben Dupuy au profit du candidat Jacques Edouard Alexis. Les mêmes le soupçonnent aussi d'avoir manigancé le rapprochement entre KOREGA et Alexis, sans oublier la récupération de militants du parti Lavalas au profit de son poulain candidat. Si l'on croit ses dévrières politiques, François serait un grand stratège qui affaiblit d'autres organisations politiques au profit de son candidat. Toutefois, il y a des considérations importantes qui méritent d'être prises en compte. Ou est passé l'anti-impérialisme à fleur de peau

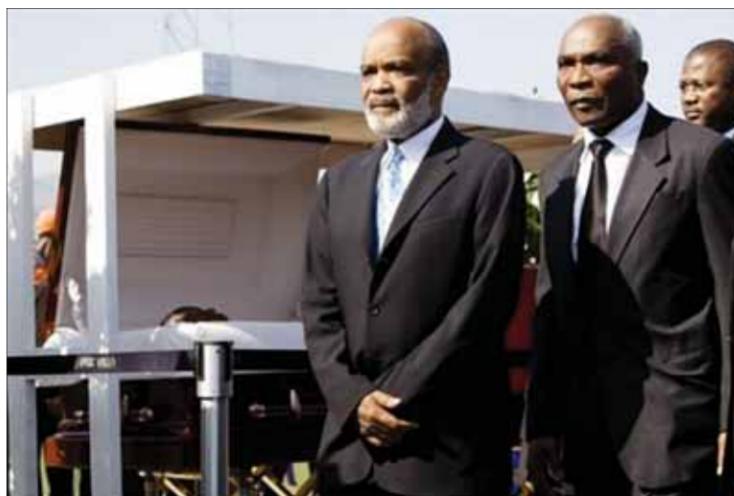


René Garcia Préval et Jude Célestin

de Pierre-Louis ? Qu'en est-il du mentés par cette haine implacable.



De gauche à droite : le candidat Jacques E. Alexis, Dr. Krasner et François Pierre-Louis



De gauche à droite : René Préval, Jacques E Alexis et Kely C. Bastien

discours anti-occupation des années 1986 ? Est-il frappé du phénomène des 3 âges qui a toujours dominé la classe politique haïtienne. Beaucoup de questions malheureusement auxquelles je n'ai pas encore les réponses.

D'après les stratèges de l'espoir, il est fort probable qu'il y ait un deuxième tour pour la présidence. Leur poulain, Jude Célestin, n'a pas le charisme qu'il faut, il est sans discours. Vu que nous sommes un peuple habitué au beau parler, Célestin doit trouver d'autres moyens pour réunir la grande foule. Pour combler ce manque à gagner, il compte acheter chaque vote au prix fort. La peur qui accapare « les transfuges » comme Paul Denis, Bob Manuel, Alix Fils-Aimé etc. est très profonde. Ils ne veulent pas au pouvoir un président ayant un quelconque lien avec Aristide. C'est pourquoi ils ne prennent pas de chance, ils écartent lavalas totalement du processus politique tout en restant à l'offensive afin de trouver la meilleure formule pour une mise à mort politique définitive de l'ancien président. Tous ceux qui tournoient autour de Préval sont ci-

Tout retour d'un proche du président signifie la fin d'une ère ou tout simplement la fin du « prévalisme ».

D'où la nécessité d'élaborer tous les scénarios possibles. Ils sont conscients que 6 des candidats les plus représentatifs ont un électoral semblable presque égal. 90% des votes seront partagés entre Myrlande Manigat, Charles Henry Baker, Jude Célestin, Jean Henry Céant, Jacques E. Alexis et Lesly Voltaire. Toute velléité de faire gagner Célestin au premier tour, comme prévu, est voué à l'échec, sinon il faut se préparer à massacrer plusieurs milliers d'hommes, femmes, jeunes et enfants. La stratégie du deuxième tour consiste à brandir le spectre du retour d'Aristide comme un danger imminent à l'ensemble de la classe politique afin de rallier toute l'opposition.

Officiellement, Lavalas n'a présenté de candidats à aucune fonction élective. Cependant, le processus électoral est bourré de candidats de tendances lavalassiennes. Qui plus est, ils ne cachent pas leurs appartenances politiques et ils se bousculent pour cet éten-

dard. Cela confirme que la marrée lavalassienne est toujours active, érodée, certes, mais constitue le plus gros de l'électorat haïtien. Si cela se confirme, on aura au deuxième tour un candidat lavalas, probablement M. Jean Céant, en face de celui de la mouvance du président Préval. Donc, la lutte est entre les deux anciens frères jumeaux. D'un côté, Aristide, subissant les affronts de l'exil, mais conservant toujours la confiance de son peuple et de l'autre, René Préval au pouvoir, appuyé par la classe traditionnelle de pouvoir d'Etat, la communauté internationale et les institutions de l'Etat.

L'américain dit souvent de quelqu'un très déterminé à atteindre son objectif « *He is out for blood* ». Une traduction libre adaptée à la psychologie de Préval pourrait s'énoncer ainsi : prêt à tout. Préval est prêt à tout faire pour conserver le pouvoir, parce que c'est une question de vie ou de mort. C'est à ce prix que Jacques Edouard Alexis a été sacrifié au profit d'un poulain plus sûr, loyal, ayant fait preuve d'allégeance et obéissant aux ordres du chef. En y pensant bien, on peut s'attendre éventuellement au pire, c'est-à-dire à des démonstrations musclées de la part du pouvoir, pour intimider, emprisonner, éliminer, disparaître tout ce qui peut constituer un handicap à l'accession de Célestin au pouvoir. On a déjà vu l'exécution d'un plan d'élimination sélective en opération. La disparition de Lovinsky Pierre Antoine, le décès suspect du prêtre Gérard Jean Juste candidat potentiel à la présidence du mouvement lavalas, au terme de l'incarcération injuste dont il fut victime, et la mort subite de Jean Mary Samedi etc. Autant d'éléments qui laissent prévoir que les derniers jours précédant les élections seront les plus durs, assortis de coups imprévisibles.

Voilà en filigrane les enjeux politiques, les choix stratégiques, les décisions machiavéliques auxquels le peuple haïtien aura encore à faire face. Toute cette parade idéologique, politique et militaire est animée du désir fou de confisquer le pouvoir, perçu comme une source de richesse facile. Donc, le pouvoir pour le pouvoir !



Radio Soleil d'Haïti

**Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique**

www.radiosoleil.com

**1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226**

(718) 693-1025

(718) 693-5100

(718) 693-7806

Cholera Catastrophe Spreads in Haiti

by Kim Ives

"They are doing exactly the wrong thing," said Dr. Manolo Castro. *"When you bring cholera victims into a hospital, especially one with poor conditions, you stand a good chance of infecting all the patients in that hospital."*

Dr. Castro, 74, is a Cuban doctor working at Haiti's finest pediatric hospital, St. Damien, in Tabarre. When it comes to cholera, where a virulent bacterium provokes severe vomiting and diarrhea which can kill in a few hours, he knows what he is talking about. He has tangled with the deadly disease before.

In 1990, a cholera epidemic struck the Zambian town where Dr. Castro was a teacher at a hospital as part of a Cuban medical mission. Soon there were some 6,000 cholera victims. The hospital's Zambian director packed up his family and fled. The Cuban Embassy and Zambian government asked Dr. Castro to step in to help the panicked population. Dr. Castro went to the Public Health Ministry's office in town and with them identified a local stadium where they could quarantine hundreds of cholera patients. Within a few weeks, Dr. Castro's team of six Cuban and six Zambian doctors had brought the outbreak under control.

"It is essential to isolate cholera victims from other patients, especially where there is poor sanitation," said Dr. Castro, who helped squelch another cholera outbreak when stationed in the Cape Verde islands in 1994. *"The government should also stop all traffic and travel between the affected area and those not affected. Otherwise, the disease is going to spread."*

The day after Dr. Castro spoke those prophetic words, it was announced that Haiti's cholera

epidemic had propagated from the Central Plateau and Artibonite departments (where it emerged) to Port-au-Prince, the capital through which thousands of people from all corners of the country circulate every day.

But far from taking aggressive and proactive measures like stopping traffic, Haitian Public Health authorities have been trying to minimize the crisis, claiming, as the Health Ministry's general director Gabriel Thimoté did Oct. 25, that the disease's progress has been "stabilized."

At press time on Oct. 26, the only official government figures are that 3,769 people have become sick with the disease in the Artibonite and Central departments, with 273 fatalities in the Artibonite. Since other areas are not being tallied, the actual figures are much higher.

For instance, Dr. Ernst Robert Jasmin, the Health Ministry's Northern Department director, says that there are 17 probable cases in Pilate, Plaisance and Limbé, with three fatalities. Other authorities report seven cases in the southern town of Petit Goâve and several other cases in the town of Archaie.

But there is also growing dissension between authorities. Nigel Fisher, the Canadian assistant head of the UN Stabilization Mission in Haiti (MINUSTAH), on Oct. 25 put the death count at 284 and said that there were five confirmed cases of cholera in the capital (as did the Pan American Health Organization or PAHO). The Haitian government disputes this, saying only one of the five cases tested positive.

"It is an extremely serious situation and on the basis of the experience we have had with other epidemics in the world, it would be irresponsible not to plan for a much larger epidemic," Fisher said. Ironi-

cally, he dismissed the idea of cutting off traffic out of affected areas as impractical.

Dominican health authorities have not been so sanguine. They closed the 130 mile-long border with Haiti on Oct. 25 to everybody except students and Dominican visa-holders, who have to wash their hands and be checked by health workers at border crossings. On Oct. 25, MINUSTAH troops fired teargas to disperse a crowd of Haitians trying to cross over from Ouanaminthe into the northwestern Dominican town of Dajabon, reports *"Dominican Today."*

Meanwhile, Haiti's cholera *"will not go away for several years,"* said Dr. Jon Andrus, PAHO's deputy director, at a Washington press conference on Oct. 25. *"We know that the bacterium is going to spread very rapidly and... we will see a rapid upswing on the epidemic curve of the number of cases reported in these early weeks and months."*

"The official numbers almost surely under-represent the true number of cases largely because, in general, approximately 75% of the cases have no symptoms, they are asymptomatic, yet they can carry the bacterium and transmit it to others," Andrus said. *"And these same asymptomatic cases may carry the bacterium for up to two weeks and shed that bacterium back into the environment."*

The epidemic is really expected to explode when it reaches the 1.5 million people living in some 1500 tent cities sprinkled from the capital to Léogane. Just like the sprawling slums of Cité Soleil and Carrefour, the tent camps lack sanitation and are regularly flooded by torrential rain storms. Water used for cooking and washing often contains sewage, cholera's principal vector.



Dozens of cholera victims cover the ground at the St. Marc hospital. **Thony Belizaire/AP**

Doctors and medicine have been pouring in from Haiti's neighbors. Cuban Ambassador to Haiti Ricardo García Nápoles has traveled to Mirebalais, St. Marc and other towns to help organize the response of Cuba's hundreds of in-country doctors to the crisis. The South American alliance UNASUR is dispatching a planeload of medicine and equipment to fight the epidemic on Oct. 27, with medical teams to follow soon. Brazil said it was making an additional grant of \$2 million for medicine.

Despite the incoming aid, Dr. Castro is very concerned that Haiti lacks enough doctors to respond to this nightmare scenario. *"There is a cholera stool sample kit, which gives immediate reliable results, but many Haitian doctors are not trained in how to use it,"* he said. For the past 13 years, Dr. Castro has worked at different hospitals in Haiti and taught at the Aristide Foundation's medical school until it was militarily closed and occupied by U.S. soldiers immediately following the 2004 coup d'état against and kidnapping of President Jean-Bertrand Aristide. When closed, the school was producing about 125

Haitian doctors per year, twice the number of the state university.

"If you multiply 125 doctors per year, and it could have been more, by the last six years, you will see that the 2004 coup d'état has deprived Haiti of close to 800 doctors," noted Hilaire Toussaint, who runs the Aristide Foundation. He is now looking for funding to reopen the medical school next year.

The last cholera epidemic in the hemisphere was in Peru in 1991, which had about 500 cases over the course of two years, with a fatality rate of less than 1%.

In 2008, *"56 countries reported 190,130 cases [of cholera], 5,143 of them fatal,"* Dr. William Pape, Haiti's leading doctor in the fight against the HIV virus, told *Le Nouvelliste*. *"But many cases were not recorded due to the limitations of the surveillance systems and the fear of sanctions limiting travel and commercial exchange. It is estimated that the disease's true figure is about 3-5 million cases with 100,000-120,000 deaths per year."*

"It is going to be a long battle," Dr. Pape said. *"I fear for the slums of Port-au-Prince."*

International Lawyers Convention Discusses the Rule of Law in Haiti

by Roger Annis

On Friday, Oct. 8, the International Bar Association's annual convention held a panel discussion entitled *"The Rule of Law in Haiti."* The convention took place in Vancouver, Canada with thousands of delegates attending. Sixty attended the Haiti panel.

The meeting heard two reports describing the work of the UN Security Council's military occupation of Haiti known as MINUSTAH. The reports presented a positive picture of the "rule of law" that foreign occupation has brought to Haiti, notably the institutional offshoots of MINUSTAH in the fields of policing, courts and prisons.

Mme. Danielle Saada, Chief of MINUSTAH's Justice Section, spoke first. Her one hour talk used up most of the panel's allotted time. She began with a lengthy interpretation of Haiti's 200-year political history, in which she described the February 2004 coup d'état against Haiti's elected government and president as *"the departure of President Jean-Bertrand Aristide with assistance from the international community."*

Most of her talk was a detailed look at the structures, aims and goals of MINUSTAH and the current Haitian government in imposing the "rule of law."

Regarding the earthquake, she said there is a "great need" for policing in the camps of earthquake victims, especially to protect women vulnerable to sexual assault. She did not say whether, or how, this need is being met. According to nearly all journalists and human rights observers in Haiti, it most decidedly is not. The incidence of sexual violence against women in the camps is alarming, while MINUSTAH mounts few patrols to counter it.

According to Mme. Saada, there are 9,200 officers of the Haitian National Police and 4,200 UN police in Haiti today. There are 13 prisons housing a total of 5,055 prisoners. Four hundred and twenty four of the prisoners are women, 158 are minors.

Her statistics on conditions inside the prisons reveal much about the state of UN "law" in Haiti. Sixty seven per cent of prisoners are in preventive detention, that is, no charges have been filed against them. The corresponding figure in Port-au-Prince's National Penitentiary (which holds 1,427 prisoners) is 91%.

Prison cell space is .59 square meters per prisoner. In the National Penitentiary it is .30. That's about one square foot of cell floor space per prisoner! These figures are close to pre-earthquake figures, so they cannot be blamed on the Jan. 12 catastrophe alone.

She listed the international donors who are paying for these conditions. Near the top of the list was the Canadian government, including its \$4 million for construction of a new prison in Croix des Bouquets, northeast of Port-au-Prince.

According to Mme. Saada, 79 prisoners have been released from preventive detention in recent time. This is due, she said, to the progress being made by MINUSTAH and its partners, including the International Committee of the Red Cross.

Next, Mr. Christian Ahlund of the International Legal Assistance Consortium (ILAC) spoke candidly about Haiti's long history of colonial exploitation, including reference to the 1825 Independence Debt, which is the money extorted by France (\$21 billion in current dollars) in the 19th and 20th centuries as compensation for the former French slave owners' "property losses" following Haiti's successful independence revolt of 1791-1804. He acknowledged the August, 2010 open letter of 100 international activists and intellectuals that received a lot of publicity, including publishing in several daily newspapers such as *The Guardian* in the UK. The letter calls for restitution of the funds extorted. Ahlund also referred to the destructive U.S. military occupation of Haiti from 1915 to 1934.

But his historical narrative

stopped short of the crucial year of 2004, when Haiti once again lost its independence, this time to a foreign inspired and financed paramilitary revolt that was rubber-stamped by the UN Security Council.

He said that ILAC has established legal aid clinics in 12 of 18 jurisdictions in Haiti with a staff of 200. They have been very effective in dealing with a "dysfunctional" legal system. Since 2008, he said, the clinics have gained the release of 4,000 people in preventive detention. On ILAC's website, the clinics are described as an auxiliary of MINUSTAH. Since 2008, funding has been provided by the Swedish International Development Agency. It will run out in March 2011 and no replacement funding is in place.

Ahlund said there are three critical areas where international assistance for justice services in Haiti should increase in the coming period. One is the creation of law libraries; two is more training of judges and other legal professionals; and three is the reinforcement of the Justice Ministry, including creating a land registry.

During the discussion period following the two presentations, considerable interest was expressed by delegates in learning more about the Independence Debt. As well, the lead counsel of the Canadian Red Cross spoke of the importance of creating

a land registry in order to facilitate and speed up the construction of better shelters and homes for people left homeless by the earthquake.

This writer spoke in the discussion period on the illegality of the 2004 overthrow of Haiti's elected president and government and the deeply flawed national election set for November 28. Many delegates applauded the remarks.

In her summary remarks, Mme. Saada responded directly to comments on the 2004 overthrow. MINUSTAH, she said, is in Haiti exclusively at the invitation of the Haitian government. It remains there under the same terms.

MINUSTAH was established by the UN Security Council in May 2004, two months after the overthrow of Haiti's constitutional government. The country was then ruled by a virtually U.S.-appointed "interim government." MINUSTAH's continued presence in Haiti was rubber-stamped by a Haitian government elected in 2006 when the country's elected president, Jean-Bertrand Aristide, was in exile. His political party has been barred from participating in national elections ever since 2004.

The outgoing Governor General of Canada, Michaëlle Jean, was an announced speaker at the IBA Haiti panel but was unable to be present.

ENTRETIEN AVEC MANUEL ZELAYA, PRÉSIDENT LÉGITIME DU HONDURAS (2006-2010)

Par Christophe Ventura

« La résistance est la voie pour restaurer la démocratie ».

Il y a un peu plus d'un an, le 28 juin 2009, un coup d'État organisé par des secteurs de la droite, les forces armées et mené avec l'accord, au moins tacite, de l'administration des États-Unis, renversait José Manuel Zelaya, président légitimement élu du Honduras (2006-2010). Depuis le 27 janvier 2010, Manuel Zelaya réside, exilé, en République dominicaine. De là bas, il dirige le Front national de résistance populaire (FNRP) et conduit le combat pour la restauration de la démocratie dans son pays. L'ex-président vient d'être nommé (18 septembre 2010) député du « Parlacen » - Parlement centre-américain - qui constitue le forum politique régional du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua, du Panama et du Salvador (1). Pour le président nicaraguayen de cette institution, Jacinto Suárez, « il n'était pas concevable que ce parlement puisse prendre une position aboutissant à la négation des droits politiques du président Zelaya ». De son côté, le FNRP considère qu'il s'agit d'un pas important vers la possibilité que « Manuel Zelaya puisse revenir d'exil ». Et ce, alors que le mouvement populaire hondurien vient de remporter une importante victoire politique malgré la persistance de la répression organisée par le gouvernement du nouveau président Porfirio Lobo. Près de 1,4 million d'Honduriens (2) ont, en effet, signé une pétition du FNPR intitulée « Oui à la Constituyente ! » en faveur de la refondation démocratique du Honduras. Le Honduras est devenu un espace de confrontation politique et diplomatique entre, d'une part, les États-Unis et leurs alliés locaux (gouvernements de droite et de centre-gauche conservateurs) (3) et, d'autre part, les États progressistes (4) de la région. Ces derniers sont opposés au retour des ambitions impérialistes des États-Unis en Amérique latine et ne reconnaissent pas Porfirio Lobo. Dans cet entretien réalisé à Saint-Domingue, le président Manuel Zelaya analyse la situation du Honduras, expose sa vision géopolitique de l'Amérique centrale et latine en général, et donne son point de vue sur le rôle joué par les États-Unis dans la région. Il juge également l'action de l'Union européenne et présente, en conclusion, sa stratégie pour rétablir la démocratie au Honduras.

Christophe Ventura : Un peu plus d'un an après le coup d'État dont a été victime le Honduras, et après les "élections" du 28 novembre 2009 qui ont installé Porfirio Lobo au pouvoir, quelle est la situation précise de votre pays au regard de la crise économique et sociale, la crise politique et démocratique, la répression et la violation des droits de l'homme, sujets peu abordés par les médias ?

Manuel Zelaya : Un coup d'État est une tragédie. Comme le décrit l'écrivain italien Curzio Malaparte. Il s'agit d'une rupture surprenante et très violente. Une attaque d'un pouvoir de l'État contre un



L'ex-président du Honduras Manuel Zelaya

autre pouvoir de l'État. Dans le cas hondurien, les forces armées ont pris le pouvoir indirectement, par l'intermédiaire de civils. Dans mon pays, un an après, nous vivons les conséquences tragiques de l'arrivée au pouvoir d'une des oligarchies des plus extrémistes et criminelles d'Amérique centrale. Dix familles dirigent le pays. Elles contrôlent les ressources naturelles, énergétiques ainsi que les principaux moyens de production, les banques, les moyens de communication et les deux principaux partis politiques qui se sont répartis le pouvoir pendant les cent dernières années. Rares ont été les périodes démocratiques. Désormais, elles contrôlent totalement les trois pouvoirs de l'État et toutes les institutions, y compris les forces armées et la police.

Ces familles ont décidé d'utiliser les armes parce qu'elles avaient perdu le contrôle politique de l'État et n'avaient plus la capacité d'arrêter les réformes mises en place par notre gouvernement. Cette offensive a montré la fragilité des nouvelles démocraties d'Amérique centrale qui sont nées dans les années 80 avec les accords de paix et la fin supposée de la guerre froide.

Un an après le coup d'État, près de 99% des mesures mises en place durant les trois années et demie de mon gouvernement ont été annulées : la démocratie participative, le respect de la souveraineté populaire, la liberté économique et la liberté de la presse, et aussi la liberté en matière de relations internationales.

Le Congrès national, contrôlé par le nouveau président Porfirio Lobo et par Roberto Micheletti [5], a abrogé la loi de participation citoyenne qui donnait au peuple le plein accès au droit d'être consulté sur tous les sujets d'intérêt national. Il a remis en place le système que

nous avons aboli qui permettait d'organiser, en faveur des grandes compagnies du capital international, la prolifération de contrats juteux dans la production de l'électricité. Il a mis fin à la réglementation que nous avons mise en place en matière de politique monétaire. Grâce à elle, nous avons obtenu une baisse drastique des taux d'intérêt pratiqués pour le crédit au public. Il a également suspendu la loi sur le salaire minimum que nous avons instaurée.

Les privilèges accordés aux transnationales nord-américaines du pétrole, que nous avons supprimés, ont été restitués. Ce Congrès a cassé le traité international, souscrit avec l'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (ALBA) que nous avons signé avec les pays socialistes d'Amérique du Sud. Il a suspendu le projet de récupération de la base militaire de Palmerola qui était utilisée par le Commando Sud de l'Armée nord-américaine. Nous étions en train de faire de cet espace l'aéroport civil le plus grand d'Amérique centrale. En conclusion, l'économie est en récession. Elle est affectée par la réduction drastique des recettes. L'année fiscale se solde par une croissance négative de notre économie de - 4% accompagnée d'une baisse conséquente de l'investissement et de l'augmentation accélérée du nombre de pauvres.

Tout cela va à l'encontre des résultats de mon action. En trois ans, et pour la première fois dans l'histoire du Honduras, nous avons réduit l'extrême pauvreté de plus de 12 points et obtenu une croissance économique de 6 à 7 %.

Un an après le coup d'État, la situation politique est dramatique. Le pays est victime de fréquentes exécutions extrajudiciaires, de torture et d'assassinats politiques. Des



La résistance populaire est la voie pour restaurer la démocratie



L'actuel président Porfirio Lobo et la secrétaire d'État des États-Unis Hillary Clinton

neuf mille dénonciations de violations des droits de l'homme, plus de quatre milles correspondent à des cas de personnes emprisonnées, violées, torturées, sans compter les 166 assassinats de personnes qui portent d'évidents signes de torture et de viol. Toutes les victimes, femmes et hommes, sont des mem-

bres connus du Front national de résistance populaire (FNRP). Pour notre plus grande honte, les auteurs intellectuels et matériels du coup d'État et de ses crimes continuent d'assumer leurs fonctions. Ils ont même été promus aux plus hautes fonctions au sein du gouvernement de Monsieur Porfirio Lobo.

L'impunité est au cœur du régime. Nous pouvons affirmer que depuis le mois de novembre 2009, (qui correspond au moment où le gouvernement des Etats-Unis a donné son appui au régime du dictateur Micheletti pour organiser des élections sous pression et avec une persécution des opposants - et auxquelles ont participé seulement 30% des inscrits sur les listes électorales -), Washington a assumé totalement la véritable conduite du pays. Et ce, tant sous le régime de Micheletti que sous celui de son successeur Porfirio Lobo, en feignant d'ignorer que celui-ci n'a pas fait un seul pas vers la restauration de la démocratie et du plein droit de notre peuple.

CV : Quelles sont vos relations avec le FNRP ? Quels sont les secteurs qui y sont les plus impliqués ? Quelles actions mène-t-il et quelles sont ses perspectives ?

MZ : Aujourd'hui, l'opposition s'est regroupée au sein de cette nouvelle force connue sous le nom de Front national de résistance populaire (FNRP). Le Front est né le même jour que le coup d'Etat, dans d'horribles conditions de répression. C'est une plateforme de lutte qui regroupe toutes les organisations sociales et politiques dont le but est de sauver la démocratie du groupe d'oligarques usurpateurs actuellement au pouvoir. Au mois de juillet dernier, durant sa première assemblée nationale, le FNRP m'a nommé coordinateur général du mouvement. Mes relations avec le FNRP se sont consolidées à travers la construction d'un objectif commun : refonder le Honduras. La conduite du Front opère de manière sui generis due à ma condition d'exilé.

Aujourd'hui, le FNRP est limité dans ses actions. Mais, jour après jour, grandit au sein du peuple la nécessité d'avancer vers un système politique, basé sur une plus grande participation citoyenne qui puisse, par des moyens pacifiques et participatifs, restaurer la légitimité institutionnelle de l'Etat. A court terme, le but du FNRP n'est pas de se convertir en parti politique car des forces de diverses tendances y sont impliquées : ouvriers, paysans, secteurs sociaux organisés, mouvements démocratiques qui ont surgi en opposition au coup d'Etat, socialistes, libéraux progressistes, ainsi que d'autres personnes provenant de secteurs politiques conscients de la nécessité de faire vivre les réformes que nous avons impulsées. Actuellement, nous travaillons à l'élaboration d'un projet de nouvelle Constitution.

Nous pourrions avancer plus si Washington ne se mêlait pas autant de la situation et si des membres de la communauté internationale aidaient à trouver des solutions au lieu de contribuer à masquer la réalité de ce qui se passe au Honduras. Je suis conscient que nous vivons dans un monde où il est difficile de penser librement. Quand un chef d'Etat décide de le faire, les droites internationales, avec leurs gouvernements et leurs partenaires régionaux, font le pari d'une « normalisation » forcée du statu quo et laissent impunis les auteurs de cette « rupture violente » qu'elles ont elles-mêmes encouragée.

CV : Que pensez-vous de la proposition des Etats-Unis et de Porfirio Lobo d'organiser la réintégration du Honduras à l'Organisation des Etats Américains (OEA) ?

MZ : Les forces d'extrême droite de notre région et d'Amérique du Nord déploient, comme elles l'ont démontré publiquement, un plan de contrôle du Honduras et utilisent leur influence et des moyens de pression multiples pour créer la fiction d'une reconnaissance politique du gouvernement Lobo, même si



Roberto Micheletti



Le président a récompensé les militaires qui ont fait le coup d'Etat en plaçant les plus importants de ces personnages dans son cabinet

elles savent pertinemment que s'est installé au Honduras un régime incapable de répondre à une seule des conditions de cette reconnaissance fixées par les organisations internationales.

Sans méconnaître le fait que, sur quelques questions secondaires, le président Lobo a fait preuve de bonne volonté, il faut tout de même rappeler qu'il contrôle tout l'appareil médiatique et qu'il a mis en place une politique de répression dans notre pays. Il n'existe aucun signe tangible de son gouvernement témoignant d'une volonté réelle de construire un dialogue avec sa véritable opposition, le FNRP, et de restaurer la démocratie. Ceci est le véritable accord entre Mme Hillary Clinton et Porfirio Lobo.

CV : Comment jugez-vous l'attitude de Washington et du Président Barack Obama ?

MZ : S'il est certain que le Département d'Etat nie sa participation au coup d'Etat, cela ne veut pas dire qu'il n'en était pas pleinement informé. Une des choses qu'il n'ignore pas est que le Commando Sud - qui contrôle la base de Palmerola - s'est associé à la CIA, aux militaires honduriens et à deux pouvoirs de l'Etat pour destituer le pouvoir exécutif. Il y a suffisamment de preuves aujourd'hui pour le démontrer. Et comme on dit en matière pénale, « A qui profite le crime ».

La Bible nous dit : « Vous les reconnaîtrez à leurs fruits ». Il est maintenant facile de comprendre pourquoi Washington s'obstine autant et quel est son intérêt à affirmer qu'au Honduras « tout est revenu à la normale ».

CV : Certains médias affirment que Porfirio Lobo cherche à passer un accord avec vous. Le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, après avoir eu une entrevue avec Porfirio Lobo à Miami, est venu

en République Dominicaine au mois de juillet pour vous rencontrer. Un accord serait-il possible ?

MZ : C'est une campagne médiatique. En réalité, les Etats-Unis, ainsi que ses acolytes impliqués dans le coup d'Etat, font tout pour empêcher mon retour. Les procédures judiciaires lancées contre moi par Micheletti durant la période où il a dirigé le « gouvernement de facto » devaient, selon la Constitution, être annulées. Elles ne l'ont pas été. Dans son rapport du 30 juin dernier, la Commission de haut niveau de l'OEA affirme clairement que ces procédures « relèvent de motivations politiques ». Lobo et son gouvernement continuent d'engager de telles procédures contre moi dans le but de m'humilier et de m'obliger à me présenter devant un appareil judiciaire co-auteur du coup d'Etat. Pour que mes propres bourreaux deviennent mes juges. Une ruse grossière ...

CV : La droite a repris le pouvoir au Panama. Le centre gauche conservateur gouverne au Costa Rica et au Guatemala. Il y a des ambiguïtés au Salvador, car le FMLN gouverne avec une base qui sympathise avec votre cause mais, en même temps, le président Mauricio Funès appuie la proposition de réintégration du Honduras au sein de l'OEA. Certains pays de l'Alba comme le Nicaragua, la Bolivie, Cuba, l'Equateur et le Venezuela sont en votre faveur. Dans ce contexte géopolitique international, comment analysez-vous la configuration de possibles alliances en Amérique centrale ?

MZ : Le Honduras, comme le disent les experts qui travaillent sur les logiques du pouvoir, est aujourd'hui le laboratoire de la droite-extrême en Amérique latine. Une droite-extrême qui essaie de paralyser, au moyen de la peur, toute tentative de réforme. On perçoit clairement un retour aux politiques

de répression du XXème siècle. Les castes militaires, qui ont causé tant de torts aux nations, sont de retour. Porfirio Lobo a récompensé les militaires qui ont fait le coup d'Etat en plaçant les plus importants de ces personnages dans son cabinet. Et ceci dans l'objectif d'envoyer un message aux présidents démocrates d'Amérique centrale et de les effrayer.

CV : Selon vous, quels sont les facteurs internes, régionaux, politiques et économiques qui peuvent expliquer ce coup d'Etat ?

MZ : Au fond, ce qui est totalement clair et prouvé, c'est que l'intérêt économique des transnationales américaines et de leurs affidés locaux l'a emporté au Honduras. Elles se sont senties mises en danger par les politiques menées par mon gouvernement. Et en particulier par notre association avec Petrocaribe et l'Alba, qui nous a permis d'avoir du pétrole à meilleur prix et de profiter des remises sur ce produit [6]. En un an, le Honduras a obtenu plus de bénéfices économiques et sociaux qu'il en a obtenus en dix ans avec les Etats-Unis... Au niveau intérieur, la crainte de la classe possédante suscitée par notre proposition de développer une démocratie participative, basée sur l'exercice de la démocratie directe et de la souveraineté populaire, a déclenché un séisme. Elle a eu peur de perdre ses privilèges traditionnels et le monopole des décisions politiques.

CV : Sur le plan politique et philosophique, plusieurs écoles nourrissent votre pensée. Vous vous définissez comme un « libéral pro-socialiste ». Qu'est-ce que cela signifie ?

MZ : Quand Adam Smith a formulé ses premières réflexions sur le libéralisme économique, il n'a pas écarté l'objectif social de celui-ci dans le sens d'une responsabilité assumée dans le processus

« idéologie de transition ».

CV : Vous êtes exilé en République dominicaine. Une partie de votre famille réside toujours au Honduras. Comment vivez-vous sur le plan personnel cette situation ?

MZ : L'exil est une torture pour la personne qui la subit, ainsi que pour sa famille. C'est un déracinement forcé. Tout ce qui a une signification profonde dans la vie d'une personne est affectée : la terre, les gens, la lumière, la Patrie... C'est particulièrement vrai et douloureux pour des personnes qui, comme nous, viennent d'une zone rurale où l'attachement à la terre nous enseigne de puiser profondément dans la racine des choses.

Ce qui a soulagé ce sacrifice, c'est l'hospitalité et l'affection du peuple dominicain, ainsi que celle du président Leonel Fernández et de sa famille. L'ambassadeur des Etats-Unis au Honduras, Hugo Llorenz (accepté à ce poste par mon gouvernement en 2008), qui avait apporté de l'aide à ma famille au début du coup d'Etat pour lui permettre de sortir du pays, n'a pas plus de droit que nous de respirer l'air des pins qui m'ont vu naître. Surtout lorsqu'il s'oppose maintenant activement à mon retour et promeut l'impunité de ceux qui ont mené, dans le sang, le coup d'Etat.

Durant trente ans, j'ai lutté avec mon peuple pour arriver à la présidence. Je suis un homme politique à temps complet. Quand je reviendrai au Honduras, je reprendrai le poste qui me correspond. Je ne serai pas candidat à la présidence car la Constitution l'interdit, mais je serai actif aux côtés de mon peuple en résistance. Pour ce faire, j'ai décidé de créer une Fondation pour la défense de la démocratie du XXIème siècle dont la vocation sera de la protéger de ses ennemis, qui sont ceux de nos peuples et de nos victoires.



Coup d'état militaire contre la démocratie au Honduras

de création de richesses. Mais nous devons comprendre que le concept de libéralisme économique, loin d'assurer de telles promesses, a évolué dans la direction contraire. Le néolibéralisme, la mondialisation du commerce, les échanges financiers spéculatifs et commerciaux, licites ou non, les brevets, les subventions à l'agriculture et les politiques protectionnistes de l'Union européenne et de l'union Mexique - Etats-Unis - Canada, sont des processus de perversion du libéralisme philosophique qui contient, lui, une promesse de justice.

Je considère qu'un processus libéral à but social doit organiser le transfert équitable à l'ensemble de la société des chances qui étaient jusqu'ici réservées à une élite. Il s'agit d'un processus de transfert qui doit s'orienter vers les principes du socialisme. Le libéralisme pro-socialiste est un combat pour une liberté avec équité. C'est, au fond, une

CV : Quel serait votre message pour les Européens ? Quelles sont vos attentes concernant les gouvernements de l'Union européenne ?

MZ : Je remercie les efforts faits par les pays de l'Union européenne, mais ils n'ont pas été suffisants... Encore moins pour un pays qui, comme le Honduras, a été gouverné pendant cinquante ans par les préceptes du « consensus de Washington » et qui, de ce fait, est devenu le pays d'Amérique latine le plus pauvre et inégal. Au début de la crise, l'Europe a montré une certaine force lorsqu'elle a condamné le coup d'Etat. Mais celle-ci lui a ensuite manqué pour exiger un processus de restauration de la démocratie. Elle a ensuite reconnu sans conditions le nouveau régime, par intérêt commercial et en opposition aux positions de nombreux mouvements sociaux européens et à la majorité des gouvernements d'Amérique

Suite à la page (16)

Déclaration de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire de la République de Cuba

Le document qui suit, en date du 4 octobre 2001, rappelle, neuf ans plus tard et trente-quatre ans après les faits odieux survenus au large des Barbades, la haine impitoyable et revancharde que cultivent les différentes administrations états-uniennes à l'endroit de la Révolution cubaine, y compris celle d'Obama, prometteuse à son tout début de « changement » et d'« espoir ». Il rappelle aussi l'ignoble et lâche hypocrisie de l'empire obsédée par une soi-disant guerre contre les terroristes alors que sur son propre territoire courent encore des terroristes que le système refuse de livrer à la justice pour crimes contre l'humanité. [F.L]

Il y a 25 ans, Cuba a été la victime d'un crime abject et prémédité qui a bouleversé la nation entière et qui vit encore dans la mémoire collective de notre peuple.

Le 6 Octobre 1976, un avion de ligne de la compagnie Cubana Airline fut la cible d'un acte de sabotage lâche qui a provoqué l'explosion en plein vol de l'appareil au large des Barbades. Tous les passagers et membres d'équipage furent tués, y compris les jeunes vainqueurs du

Championnat d'Escrime d'Amérique centrale et des Caraïbes, ainsi qu'un groupe d'étudiants Guyanais. Les 73 victimes attendent toujours que justice leur soit rendue. Les principaux auteurs de cet attentat n'ont jamais été ni jugés ni punis, et ont continué à mener leurs activités criminelles depuis plus de quarante ans.

Ceux qui ont conçu, planifié et dirigé cet acte de génocide ont une longue histoire de terrorisme derrière eux, une histoire qui a commencé dans les années 60 sous les auspices de la CIA. Le rôle qu'ils ont joué dans l'explosion de l'avion Cubain et dans le meurtre de sang-froid de tous les passagers est bien connu du Gouvernement des Etats-Unis. Le 23 Juin 1989, le Département de la Justice de ce pays a admis être en possession d'informations sur cette affaire, informations qu'il a gardé secrètes. Malgré son très lourd passé, composé de crimes graves commis sur le sol des Etats-Unis, en contradiction avec le Bureau de l'Avocat Général [procureur] et malgré l'opposition des médias principaux des Etats-Unis, un de ces terroristes, Orlando Bosch, a vécu aux Etats-Unis pendant plus de dix ans, grâce à la décision du président de l'époque George

Bush, et de là il a continué à mener ses monstrueuses activités en toute quiétude. Cet homme et ses complices, faisant confiance à l'impunité totale dont ils bénéficient et soutenus par la soi-disant Fondation Nationale Cubano-Américaine [Cuban-American National Foundation], annoncèrent, dans une pleine page de publicité publiée dans un quotidien de Miami le 22 Août dernier, qu'ils continueraient à employer tous les moyens et méthodes possibles contre Cuba, sans exclure ni le terrorisme ni la violence.

Alors que le monde entier rejette les attaques brutales du 11 Septembre dernier, les Nations-Unies adoptent des résolutions les condamnant et les gouvernements annoncent leur intention de punir de telles actions et empêcher qu'elle ne se reproduisent, l'Assemblée Nationale, avec le peuple Cubain, condamne ces attaques et réaffirme sa solidarité avec le peuple Etats-unien tout en exigeant que la lutte contre le terrorisme soit réelle, en réponse à une réelle volonté d'éliminer de tels actes partout et en toutes circonstances.

Des milliers de Cubains ont perdu la vie ou ont subi des dom-

mages irréparables suite à des actes de vandalisme perpétrés contre Cuba au cours des quarante dernières années par des groupes qui ont opéré, et opèrent encore, à partir du territoire des Etats-Unis avec la complicité ou la bienveillance des autorités de ce pays. A l'inverse, Cuba n'a jamais eu recours à de telles méthodes méprisables, ni à la force contre ces bandits qui ont commis des atrocités sans nom contre notre peuple à partir d'un territoire étranger. Nous avons toujours appliqué une politique de principe. Nous nous sommes toujours défendus sans jamais violer ni la morale ni les principes des lois internationales. De plus, nous avons tenté d'amener le gouvernement de Washington à souscrire à ses obligations d'empêcher ces actes terroristes, en leur fournissant les informations obtenues par le sacrifice généreux et héroïque de nos compatriotes, comme ceux qui sont actuellement injustement incarcérés à Miami.

Nous avons toutes les raisons, et la force morale nécessaire, pour exiger que justice soit rendue pour le crime commis le 6 Octobre 1976. Nous demandons fermement que la lutte internationale contre le terror-

isme soit sincère, cohérente, et sans doubles standards, sans racisme, sans arrogance hégémonique et sans manipulations frauduleuses. C'est le seul moyen pour éliminer cette plaie ; la seule façon de rendre un hommage mérité à toutes les victimes.

Il y a vingt-cinq ans, la douleur et la tristesse que nous avons ressenties, lorsque les vies de nos frères et soeurs ont été sauvagement volées, nous ont rapprochés comme une seule et grande famille. Nous avons juré qu'ils resteraient pour toujours dans nos coeurs, qu'ils ne seraient jamais oubliés ; et ils ont toujours été avec nous, toujours présents dans le sacrifice, l'héroïsme, la dignité et la résistance créative de leur peuple.

Nous continuerons à dénoncer leurs assassins et à exiger que ces derniers soient punis. Nous continuerons notre lutte, unis à jamais pour défendre notre patrie et garantir qu'un Cuba indépendant, juste et fraternel leur rende hommage ainsi qu'à tous nos martyrs.

Socialismo o Muerte ! Patria o Muerte ! Venceremos !

Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire La Havane, 4 Octobre 2001

Communiqué de presse du LKP



Elie DOMOTA

À la suite des propos RACISTES du parfumeur Jean Paul GUERLAIN, qui sur le plateau du Journal télévisé de 13 heures de France2 a déclaré : « pour une fois, je me suis mis à travailler comme un nègre ; je ne sais pas si les nègres ont tellement travaillé, mais enfin... » !

- À l'heure où le pouvoir colonial veut interdire aux Guadeloupéens de parler créyòl dans ses tribunaux à l'occasion de parodies de procès contre les militants syndicaux ;

- À l'heure où notre culture est rabaisée au rang de folklore par le pouvoir en place et ses différents relais en Guadeloupe ;

... c'est de façon tout à fait naturelle et décontractée que ces propos racistes sont sortis de la « bouche » de M. GUERLAIN. Le même qui exploitait jusqu'en 2002 des nègres clandestins originaires de l'archipel des Comores sur ses Plantations de Mayotte ; avant

que l'inspection du travail ne le mette en cause.

Et tout cela sans d'ailleurs susciter - comme l'a souligné la journaliste nègre Audrey PULVAR dans sa réponse à Jean Paul GUERLAIN - grande indignation du « monde politique et médiatique » en France, car exprimés dans un pays où l'exclusion, les discriminations, la répression à l'encontre des jeunes habitant les banlieues et dont les parents sont issus de l'immigration, les humiliations et vexations quotidiennes de catégories entières de la population (la stigmatisation des « Roms » en est un exemple récent), le fichage des travailleurs et le racisme sont désormais banalisés voire légitimés par le pouvoir d'Etat.

Ces propos racistes n'ont suscité aucune réaction des élus, des politiques et autres intellectuels nègres des dernières colonies françaises si prompts à servir de larbins au pou-

voir.

Aussi, au-delà de la condamnation de tels propos, LKP rappelle que la richesse de l'occident blanc et singulièrement de l'Etat français, s'est construite sur la traite négrière, l'esclavage et le massacre de millions de nègres, le vol et le pillage du continent africain et des colonies dont les enfants sont venus libérer la France des occupations allemandes.

LKP appelle l'ensemble des nègres et descendants de nègres, l'ensemble des communautés nègres et descendantes de nègres, à ne plus acheter un seul parfum de la marque GUERLAIN « pou yo komansé arété méprizé nou » ; et s'opposer par tous

moyens, avec la plus grande détermination aux brimades, aux propos et aux remarques racistes ou xénophobes.

Ces atteintes à la dignité se multiplient à tous les niveaux, dans les stades, au travail, dans la vie quotidienne. Sans réaction, la banalisation de ces actes laisseront la porte ouverte à toutes les dérives comme cela s'est déjà produit en France et ailleurs.

Il faut en finir avec ces clichés coloniaux, racistes et esclavagistes répandus et entretenus dans les esprits européens depuis des siècles.

Pour le Collectif LIYANNAJ KONT PWOFITASYON Elie DOMOTA Pointe-à-Pitre, le 15 Octobre 2010

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

HAITIANS – ABANDONED?

What *hasn't* happened since the earthquake

The terrible earthquake of January 12, 2010 that devastated major portions of the nation of Haiti and caused the deaths of almost 300 thousand people brought a resounding response of sympathy and aid from people all over the world. What has happened since the event to rebuild the infrastructure and housing, replace lost industries and jobs, institute proper building codes and provide needed services?

You are invited to attend a forum - "Haiti since the earthquake". Brought to you by

- Weaving the Fabric of Diversity (WFD) of First Unitarian and
- Federation des Associations du Sud Est (FEDADSE*)

Saturday - November 6, 2010
2:30 p.m.

Chapel of the First Unitarian Church in Brooklyn
Pierrepoint Street between Clinton Street and Monroe Place

Speakers and Topics:

- Anthony O'Brien (retired CUNY professor) - The history of Haiti and why it remains the poorest nation in the Western hemisphere
- Jocelyne Mayas (legal professional) - Temporary Protected Status and whether it is helpful for Haitian immigrants
- James White (Ethical Culture leader & Community Activist with St. Mary's Episcopal Church) - The role to date of NGOs (Non-Governmental Organizations) in Haiti
- Acius Jean - Coordinator, FEDADSE - Current conditions in Haiti

Question and discussion period to follow the presentations.

Light refreshments will be served.

*A volunteer, grass-roots Haitian émigré organization created to build infrastructure in Haitian home communities.

Subway: 2, 3 to Clark St or Boro Hall • 4 to Boro Hall • A to High St or Jay St • F to Jay St • M, R to Court St • **Bus:** B25, B26, B41, B52, B67 to Cadman Plaza

For more information please contact Rita Pearl at 646-752-7566, or Jean-Claude Cajou at 718-853-2402

Les épouses de deux des Cuban Five

Par Nick Dobbelaere

Voilà douze ans, le ciel s'est effondré sur Olga Salanueva et Adriana Pérez. Le 12 septembre 1998, leurs maris et trois autres Cubains ont été arrêtés aux États-Unis alors qu'ils tentaient d'empêcher des attentats terroristes. Aujourd'hui, les cinq Cubains sont toujours détenus. Leurs épouses remuent ciel et terre pour garder l'affaire dans l'actualité.

De « sacrées bonnes femmes » comme on dit familièrement. Par un vendredi après-midi pluvieux, je suis en compagnie de deux dames qui méritent cette étiquette : Olga Salanueva et Adriana Pérez, épouses de René González et de Gerardo Hernández, deux des Cuban Five, comme on les appelle désormais partout. La force et la détermination avec lesquelles ces femmes poursuivent la lutte contre l'injustice qui leur a été infligée vous forcent au respect et à l'humilité.

Il est peut-être utile de rappeler un peu ce qui a valu aux Cuban Five d'être détenus depuis plus de douze ans. Dans le sud de la Floride, des groupes complotent pour renverser l'actuel gouvernement cubain. Ce sont des groupes de Cubains qui ont servi sous la dictature de Batista, un régime responsable de plus de 20 000 morts dans l'île des Caraïbes. En Floride, ces groupes disposent non seulement de camps d'entraînement et de bases d'attaque, mais aussi de quelques grosses sociétés de media et reçoivent en douce de l'argent du gouvernement américain. Les États-Unis les considèrent comme des groupes démocratiques, luttant pour leur patrie mais, depuis de longues années, ils mènent des attaques contre Cuba et contre le peuple cubain. « Cuba n'a pas d'autre choix que de faire infiltrer des gens dans ces organisations, jusqu'au niveau où les décisions sont prises, afin de pouvoir envoyer à temps les informations à Cuba », raconte Olga. « Bien sûr, c'est très dangereux car, en fait, il s'agit de bandes de tueurs. Mon mari, par exemple, est pilote. Il a reçu la mission d'infiltrer des organisations comme Brothers to the

Rescue et Democracia. Ce sont deux organisations qui se font passer pour des organisations humanitaires. Elles prétendent qu'elles sauvent des gens qui fuient Cuba par bateau et, pour cela, s'introduisent dans l'espace aérien cubain. C'est du moins ce que disent les médias car, dans la pratique, leurs objectifs sont tout autres. Elles brouillent les communications au sein de l'espace aérien cubain, déversent des tracts et larguent même des armes. Elles ont même déjà mitraillé la côte. Tout cela dans le but de déstabiliser la société. C'est pourquoi les Cinq avaient infiltré ces groupes. »

Et cela a donné des résultats. « Leur intervention a permis d'empêcher des attentats terroristes », ajoute Adriana. « Par exemple, ils ont déjoué un attentat contre une raffinerie de pétrole. Des attentats étaient également prévus contre d'importants hommes politiques cubains. Ils ont également fiché les allées et venues d'Orlando Bosch (un important terroriste qui circule quasi librement aux États-Unis et qui est responsable de l'attentat contre un avion de ligne cubain, en 1976, causant la mort de 73 personnes, ndr)... »

Pourtant ce ne sont pas les terroristes qui ont été arrêtés, mais bien les cinq qui voulaient précisément empêcher ces attentats. Et, depuis douze ans, les Cuban Five sont toujours derrière les barreaux.

Et pas dans des conditions ordinaires. Tous les cinq savent ce que veut dire l'isolement : ces cellules d'isolement, ils les connaissent particulièrement bien pour y avoir fréquemment séjourné. Et pour les époux d'Olga et d'Adriana (et donc aussi pour Olga et Adriana elles-mêmes), il y a le fait aussi qu'ils ne peuvent voir leurs conjoints depuis des années. Adriana n'a plus jamais vu Gerardo depuis son arrestation. À dix reprises déjà on lui a refusé un visa. À l'époque, Olga habitait avec René à Miami. Deux ans après l'arrestation, elle a été expulsée des États-Unis et n'a plus jamais eu l'autorisation de s'y rendre pour visiter son mari.

Pour Olga et Adriana, c'est très dur. « Quand on épouse quelqu'un,

Libérez les Cinq Cubains !



Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain



Adriana Pérez (à droite) et Olga Salanueva (à gauche) continuent d'espérer à la libération de leurs époux (Photo Katrien Demuyneck)

c'est pour vivre avec lui. On s'aime et on a des projets pour l'avenir... Mais nous, nous avons vu passer les plus belles années de notre vie », raconte Olga. « Et le fait que nous ne pouvons plus nous voir retourne encore plus le fer dans la plaie. Pouvoir tenir la main de l'autre un instant ou se regarder dans les yeux, ça donne quand même un peu de courage. Pouvoir tout simplement dire personnellement qui est de notre côté, tout ce qui se passe... Que nous ne puissions même pas faire cela, c'est une injustice inouïe ! »

Les enfants des Cuban Five, eux aussi, souffrent de la détention de leur père. Olga et son mari en ont deux. Les larmes lui viennent aux yeux quand elle dit que leur père manque aux enfants. « Notre fille

ainée avait 14 ans et la petite 14 mois quand nous avons été séparés. Bien sûr, elles ont pu se développer comme d'autres enfants. Imaginez un peu que vous avez 14 ans et qu'une nuit, vous êtes tiré du lit par deux hommes armés jusqu'aux dents. Ce serait un traumatisme pour n'importe qui, à plus forte raison pour un enfant. À un moment donné, notre fille aînée était en visite dans la famille à Cuba et, là, elle a appris qu'elle ne pourrait plus jamais retourner aux États-Unis parce que sa mère avait été renvoyée à Cuba. Vous rendre compte que vos parents ne pourront plus jamais être ensemble. Cela l'a rendu bien trop vite adulte. Une gosse de 14 ans, normalement, a un petit ami, elle joue avec des copines... En tant que mère, on sent ça. La plus

petite ne comprenait pas. Parfois, elle voyait son père à la TV ou sur une photo dans la rue et, alors, elle disait : « Je ne veux pas qu'il soit là-bas, je veux qu'il vienne me chercher à l'école. » Plus tard, elle m'a demandé pourquoi nous n'avions pas de photo de nous quatre ensemble. C'est une dette qu'ils ne pourront jamais nous rembourser. Même s'ils le libéraient demain, nous resterons toujours avec cette cicatrice dans notre mémoire. »

Pour Adriana, les choses sont différentes. Elle et Gerardo n'ont pas d'enfant, mais cela ne diminue par le chagrin, au contraire. « Parmi les cinq, deux n'ont pas d'enfant, dont Gerardo et moi-même. Ce sont des rêves qui se sont envolés. Naturellement, quand nous avons pris l'engagement d'aller résider quelques années à l'étranger, nous savions que nous ne pourrions pas avoir d'enfant tout de suite. Fernando et Rosa (l'autre couple sans enfant, ndr) sont entre-temps devenus trop âgés pour encore avoir des enfants. Mais, pour nous aussi, le temps presse. Si l'affaire n'est pas résolue très vite, il sera impossible pour nous aussi d'avoir des enfants. Et ça aussi, c'est une partie de la punition imposée non seulement aux Cinq, mais à leurs familles aussi. Si l'affaire avait tout simplement été résolue en 98, nous ne saurions pas ici pour parler de la douleur d'enfants obligés de grandir sans la présence de leur père, ou de la douleur de ne pas pouvoir avoir d'enfant. »

Adriana retient un peu son souffle. Olga reprend la parole. « Nous avons fait de notre mieux pour limiter au maximum les dégâts psychologiques. Mais le temps va devoir montrer comment ça évolue. Ce n'est que plus tard que l'on verra comment les enfants ont digéré tout cela. Nous savons qu'ils se taisent souvent à ce propos, précisément pour nous épargner, nous les mères. Nous, les mamans, qui devons assumer le rôle et de la mère et du père, nous faisons tout pour qu'ils puissent grandir heureux. Et eux aussi, de leur côté, ils font vraiment de leur mieux pour que ça

LAW OFFICES OF
ARTHUR & ASSOCIATES
 "Your Community Lawyer"



- Immigration
- Divorce
- Family Law
- Landlord-tenant
- Civil
- DWI

1501 Newkirk Avenue
 (Corner of Marlboro Road)
 Brooklyn, NY 11226

Kent D. Arthur, Esq.
 (Former Detective)
Tel: 347-240-2876

PERSPECTIVES
HAÏTIENNES
91.5 FM, WNYE
Mardi soir 8 - 10 pm

EDUCATION, SANTÉ,
 DROIT, CULTURE,
 NOUVELLES, DÉBATS.
 UNE ÉMISSION DE LA
 SHR (SOCIÉTÉ HAÏTIENNE
 DE RECHERCHES, DE
 DOCUMENTATION ET DE
 PROGRÈS SOCIAL)

1786 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11226
 Tél : (718) 693-8229
 Fax : (718) 693-8269

GET YOUR TAX REFUND FAST



- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Lettre de Frère Francklin ARMAND

Chers Amis du monde entier,

Nombreux parmi vous m'écrivent et insistent pour que je continue à envoyer des messages aux amis. N'ayant pas beaucoup de temps à cause de la lourde besogne à abattre, je décide de prendre un temps sur mon sommeil nocturne pour vous faire parvenir ce présent message.

Mon propos d'entrée est de remercier les nombreux amis qui ont répondu à nos appels pour nous porter secours soit en nous donnant des conseils, soit par la prière, des gestes de solidarité incessants, concrets, soit par des dons. Merci à la famille spirituelle du Père de Foucauld à travers les Petites Sœurs de Jésus, Petits Frères de Jésus et Petites Sœurs de l'Evangile qui ont manifesté leur aide, leur présence physique par des courts séjours, dans la période critique du post-séisme. Nous leur sommes reconnaissants.

Merci à ceux qui ont écrit, encouragé leurs amis à tourner leurs yeux, leur cœur sur Haïti. Merci aux familles qui ne cessent de prier pour nous. Merci à nos frères et amis Bernard Simon et Jacques Faisant pour leur présence parmi nous après le tremblement de terre et pour le nouveau film combien apprécié par nous tous : « Un plan Marshall pour Haïti.



Père Francklin ARMAND

» Merci à Isabelle et Michel Barnier eux aussi venus apporter leur réconfort par une présence marquée, forte et significative. Merci à Renaud de la Baume, notre ami de toujours et à Pierre pour avoir séjourné dans nos murs et tourné le film sur Pandiassou. Nous avons appris qu'il a déjà été projeté sur des chaînes de télé en France. Ici en Haïti, nous avons hâte de le visionner. Mille mercis à la famille Van Male et à leurs amis. Aux Sœurs de la Communauté

de Saint André en Belgique et à tous nos amis Belges, à tous nos amis de l'AFU qui ne cessent de s'inquiéter pour nous et de nous aider, je dirais, de manière efficace, fraternelle. Un merci tout particulier à Baudouin, Isabelle et Bastien. Merci encore à tous nos amis Suisses, des USA, de la France, aux amis de l'Association Pandiassou, du Canada, de la Guadeloupe, de l'Allemagne et à tous ceux qui d'une manière ou d'une autre se sont manifestés après le séisme.

Merci à Mireille Nicolas pour son grand amour pour Haïti. Pour le précieux cadeau qu'elle nous fait à travers le livre qui vient d'être publié : « Danser avec la vie. » Merci aux éditions NESTOR de Guadeloupe (je tenais tant à une édition francophone des Caraïbes), ils ont fait là un bel ouvrage pérenne. Merci aux éditions L'Harmattan d'aider à la commercialisation du livre en Europe francophone et Afrique francophone pour soutenir éditions Nestor ; on espère leur appui pour le Canada francophone. Merci à la famille Jean-Marie Gauthier pour son dévouement à notre cause et à celle de l'Eglise et du pays d'Haïti. Bravo Jean-Marie et Agnès ainsi que vos enfants pour votre dévouement et persévérance afin que le livre : «

Danser avec la vie » puisse naître ! Le Bon Dieu « Bondyè » vous récompensera.

Merci à Monseigneur Arnold Gaüs et aux Paroissiens d'Ebensburg, à Martha notre fidèle amie, aux braves Sœurs Carmélites de la Parole pour le soutien qu'elles apportent aux Petites Sœurs de l'Incarnation et pour Haïti. Merci à Monseigneur Willy Romélus, fidèle de la première heure. Merci à Fifi, (Blythe et sa famille). Merci à Hector Poulet pour son poème qui nous va droit au cœur, depuis toujours nous appelons de nos vœux à resserrer les liens entre les peuples dans la Caraïbe ; nous avons tant à nous dire.

Merci à tous ceux et celles que nous ne citons pas mais qui sont aussi présents à notre mémoire et à notre cœur dans une reconnaissance éternelle dans le Cœur de notre Unique Dieu de bonté et de largesse.

Chers Amis du monde entier, Ici en Haïti dans notre langue vernaculaire nous disons ceci : « Aprè dans tanbou lou » (après la danse le tambour est toujours lourd à transporter.) C'est dans cette situation que nous nous trouvons 9 mois après le séisme du 12 janvier.

Notre génération n'étant pas

habituée à des séismes majeurs comme celui de 1771 et 1842, nous n'avons pas tout de suite ré-alisé toute la profondeur de ce mal qui nous tombe dessus et toutes ses conséquences : morale, éthique, économique, sociale, familiale et religieuse... Elles sont lourdes et à peine croyables. La majorité des victimes directes ou indirectes, victimes quand même, ceux qui veulent être victimes se font passer comme telles et compliquent la situation.

Etant donné que nous sommes en pleine campagne électorale, certains politiques n'ayant pas d'étoffe ni de charisme d'hommes et de femmes d'Etat, planchent aujourd'hui sur la situation chaotique et presque sans issue humainement parlant dans laquelle patauge la population. Ce qui rend la situation « électrique et explosive ! » Tout peut se passer dans les mois à venir !!! Et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter le pire, sauver ce qui peut l'être. C'est un défi majeur à relever et il faut le faire.

J'ai plusieurs questions pour lesquelles nous n'avons pas de réponses. Qui va accepter de perdre les élections ? Comment le gagnant va-t-il répondre à la demande et

Suite à la page (18)

Qui sera le prochain président d'Haïti?

Par Jackson Rateau

La tradition historique veut, pour être le président d'Haïti, que ce soit toujours un intrigant, un apatride, un réactionnaire, un inculte, un contre-révolutionnaire, un anti-peuple, un criminel, ou même un chacal.

La valeur morale d'une société est toute sa fierté. L'éthique morale de la nation haïtienne serait tout ce qui lui reste de sa valeur, dans la mesure où tous ses citoyens sont des hommes et des femmes dignes. Il faudrait revenir à une époque où la dignité constituait la base de respect de toute famille haïtienne. Par exemple, si un jeune homme ou une jeune fille devait intégrer une famille par alliance, ça devrait être l'objet d'une investigation systématique afin de pouvoir déceler les fins fonds de l'origine de ce dernier ou cette dernière. Car, si celui-là ou celle-là s'avérait être quelqu'un de mauvaise réputation ou issu d'une famille de ce genre, cette famille dans laquelle il ou elle déciderait de s'intégrer serait déshonorée à jamais. Ainsi, étant donné que la base même de la société haïtienne d'antan était toujours l'honnêteté et l'honneur, chaque membre d'une famille s'évertue pour conserver l'intégrité de cette dernière, puisque avant tout « Bonne réputation vaut mieux que ceinture dorée », comme le veut le vieil adage.

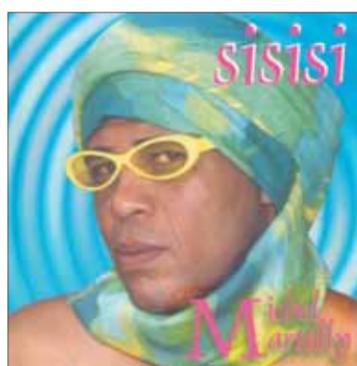
Mais, c'est bien malheureux et même honteux que nous soyons arrivés à un moment de notre société où rien ne reste de sa valeur ou de son éthique morale. Nous sommes à l'époque la plus abjecte de notre histoire de peuple où l'homme haïtien peut arborer sa cravate bien

appliquée sous le col de sa chemise blanche, pour répondre sous cette appellation « Monsieur le voleur », sans aucune gêne, puisque, dans ce modèle de société actuelle haïtienne, vol, corruption, prostitution, drogue, constituent la quintessence du gain. La richesse, d'où qu'elle puisse provenir, on s'en fout pas mal ; c'est la fin qui justifie les moyens.

Nonobstant tous ces défauts que nous venons de citer plus haut, des éléments relatifs au caractère déshonorant de notre société, la situation est beaucoup plus alarmante qu'on le penserait ; c'est même désespérant.

Imaginons mesdames, messieurs, un garçon haïtien, l'esprit truffé de saletés, la langue obscène, un immoral, un vilain garçon travesti en femme, exhibant sa nudité en plein public, parfois simplement recouvert d'un sous-vêtement de femme, un artiste musicien avec ses textes insuffisants, vides, non travaillés, des textes bourrés de charabias et d'obscénités, sorte de paralittérature, et qui ose s'offrir au peuple haïtien pour être celui qui doit diriger la destinée de son pays (Haïti). Disons-le, mes concitoyens, si par malheur, cette utopie devenait réalité, l'image honteuse d'Haïti s'étendrait de façon démesurée à toute la planète. Savez-vous pourquoi ? C'est justement parce que les meilleurs penseurs d'un pays doivent disparaître, leurs œuvres occultées, contrairement aux vilains avec leurs œuvres vides de sens, qui doivent être honorés de grands mérites.

Et quid de ce Conseil Electoral Provisoire (CEP) qui est parvenu à admettre ce type (Sweet Micky) dans la liste des candidats agréés, devant prendre part aux joutes



Et quid de ce Conseil Electoral Provisoire (CEP) qui est parvenu à admettre ce type Sweet Micky dans la liste des candidats agréés, devant prendre part aux joutes présidentielles prochaines ?

présidentielles prochaines ? Il admet délibérément l'éligibilité de ce vilain, de ce diseur de conneries, dénué de toute moralité à être président d'Haïti. C'est une insulte à la nation du côté du candidat, d'une part et du côté de celui (le CEP) qui l'a accepté, d'autre part. Assurément, l'institution électorale aurait à se défendre, arguant que la constitution et la loi électorale n'excluent personne à être le magistrat suprême de l'Etat, pourvu qu'il soit conforme aux 6 critères de l'article 135 de la constitution de 1987. Qu'en est il toute fois des partis politique et de leurs candidats qui ont été catégoriquement exclus des élections antérieures et de celles de bientôt ? Que dit la presse à ce sujet ?

Dans le cas de cette pléiade de candidats à la présidence, au sénat, à la députation etc. pour le prochain scrutin du 28 novembre en Haïti, la presse haïtienne garde son mutisme le plus complet en ce qui concerne la mauvaise réputation de pas mal d'entre eux. Dans

une périodique de nouvelles émettant depuis la capitale haïtienne le matin du vendredi 15 octobre 2010 dernier, l'animateur qui présentait le candidat à la présidence d'Haïti, Sweet Micky, le montrait au peuple haïtien sous un jour grand, embellissant son image de façon enjouée, exhibant l'homme de passage au Canada, dans toute la plénitude de sa richesse. Il a pris toutes ses précautions pour éviter de toucher aux côtés répugnants et malsains du personnage, ce qui atteindrait son image ou amoindrirait sa popularité, puisqu'en fait, le type apparaît en troisième position dans les sondages. Qui sait ? Peut être aussi qu'il valait mieux faire prévaloir la prudence, évitant ainsi de se faire des ennemis. On n'a pas mon plus intérêt à se mettre en mauvaise posture face à un futur président de la République. Par un simple mot, on pourrait tout gâcher.

Rappelons qu'en Haïti, la presse tente toujours d'éviter de s'enliser dans la logique de la calomnie ou la diffamation aux dépens d'un candidat rien que pour protéger ses arrières. Mais, admettons-le, mesdames, messieurs, le monde entier souhaite et espère que, celui ou celle qui doit occuper la magistrature suprême d'un état soit très propre.

L'intéressé ou l'élément cible de notre article, le futur président d'Haïti, devrait sans doute s'interroger, et se demander « Mais pourquoi moi ? Et tous ces voleurs issus de l'administration de l'état, ces candidats épargnés de décharges constitutionnelles et ceux venus de toute part de cette jungle que forme Haïti avec leurs dessous ombrageux, voilés, ces voyous de grand chemin, ceux-là même qui cherchent la bénédiction des forces d'occupation du

territoire, l'autre dont l'époux avait une fois négocié le pouvoir avec l'Armée d'Haïti, au prix de green bucks et du sang vif du peuple haïtien et qui de surcroît, avait fustigé le peuple, l'injuriant de 'chien qui retourne à son vomir'. N'a-t-on aucun reproche à leur endroit ? Sont ils clean ? » ?

Et le peuple de répondre, une seule fois, tout au long de son histoire, un homme digne avait dirigé Haïti, il s'agit bien de son fondateur, Jean Jacques Dessalines Le Grand.

A travers ces sondages *mala-tchong*, malencontreux, scandaleux, mal assortis, abracadabrants, sondages marchandises, dissuasifs, payés, dirigés, qui ont classé tel candidat en première place, telle autre en seconde, ainsi de suite, la presse par sa plume ou son micro propulse ces candidats avec force. Tandis que, le peuple, grignotant sa misère mijotant sous des tentes, fait déjà fi de ces mascarades de sélections qui auront lieu le 28 novembre prochain. La presse haïtienne, misérable, affamée, mendiant, se perd dans l'adulation. Elle se complait à louer les candidats en guise d'utiliser son pouvoir (de 4^e) pour éviter une catastrophe à notre pays.

Il faut attendre le lendemain du 28 novembre 2010 pour savoir lequel de ces gens immoraux, voleurs, dealers de drogue, anciens escrocs, dilapidateurs des caisses publiques, trafiquants de pouvoir, laquais ou sous-fifres auprès des forces d'occupation du pays, ou autre, se targuera d'être le premier dirigeant de cette nation malchanceuse.

Qui sera le prochain président d'Haïti parmi ces 19 misérables politiciens ?

Un mal qui répand la terreur: le choléra

Par Dòk Fanfan

Depuis ces deux dernières semaines l'état d'urgence sanitaire a été déclaré en Haïti par les autorités, à la suite de d'une épidémie de choléra qui a débuté dans plusieurs communes du département de l'Artibonite et qui s'est propagée dans le département de l'Ouest. Le fleuve Artibonite serait le principal vecteur de cette épidémie. Les données qui suivent, à titre d'information, proviennent en majorité de bulletins émanant de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé).

Profil clinique

Le choléra est une infection intestinale, diarrhéique, aiguë provoquée par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par la bactérie *Vibrio cholerae*. Le bacille produit une entérotoxine (toxine intestinale) qui provoque une diarrhée abondante. La période d'incubation, la période pendant laquelle la maladie est présente dans l'organisme mais sans signes extérieurs, varie de quelques heures à cinq jours. Cette brève période d'incubation renforce la dynamique potentiellement explosive des épidémies.

Le choléra est une maladie extrêmement virulente. Elle touche les enfants aussi bien que les adultes. Environ 75% des sujets infectés par *V. cholerae* ne manifestent aucun symptôme, bien que le bacille soit présent dans leurs selles pendant 7 à 14 jours après l'infection et qu'il soit éliminé dans l'environnement, où il peut potentiellement infecter d'autres personnes.

Dans les cas bénins (80%), le choléra se manifeste par une



Enfant atteint de cholera en état de déshydratation grave. Remarquez les yeux qui sont enfoncés.

térite (infection intestinale) qui n'est en général pas diagnostiquée comme étant le choléra. Il se manifeste de manière aiguë par des vomissements ainsi que des diarrhées. Dans les cas graves (20%), les selles sont abondantes et fréquentes (50 à 100 par jour) entraînant une déshydratation marquée ainsi qu'une perte de sels minéraux conduisant à une hypokaliémie (diminution du potassium) et à un état acide du sang (acidose). Ces modifications métaboliques peuvent entraîner la mort en un jour ou deux en l'absence de traitement.

Les selles, liquides, sont incolores, inodores, indolores avec un aspect d'« eau de riz ». Elles ne contiennent pas de sang.

Épidémiologie

Les principaux réservoirs de *V. cholerae* sont l'être humain et les milieux aquatiques, comme les eaux saumâtres et les estuaires, que l'on associe souvent à des proliférations d'algues. Selon des études récentes, le réchauffement climatique créerait un environnement favorable pour ce

bacille.

Deux souches de *V. cholerae*, O1 et O139, sont à l'origine des flambées épidémiques, O1 dans la majorité des cas, tandis que O139, identifié pour la première fois au Bangladesh en 1992, est confiné à l'Asie du Sud-Est. Les souches de *V. cholerae* non-O1-non-O139 peuvent provoquer des diarrhées bénignes, mais pas d'épidémie.

Le nombre de cas de choléra notifiés à l'OMS continue de croître. De 2004 à 2008, cette augmentation a été de 24% par rapport à la période 2000-2004. Mais de nombreux cas ne sont pas recensés à cause des limitations des systèmes de surveillance et de la crainte de sanctions limitant les voyages et les échanges commerciaux. On estime que le bilan véritable de la maladie se chiffre à 3-5 millions de cas et 100 000-120 000 décès par an.

Facteurs de risque

Les âges extrêmes de la vie, les personnes souffrant de malnutrition, les enfants en particulier, les sujets

ayant une faible immunité (porteurs du virus VIH /AIDS par exemple), sont davantage exposés au risque de mort en cas d'infection.

La transmission du choléra est étroitement liée à une mauvaise gestion de l'environnement. Elle se fait dans les zones à risque typiques: les bidonvilles périurbains, qui ne disposent d'aucune infrastructure de base, les camps de réfugiés ou de personnes déplacées, où les besoins minimums en eau propre et en assainissement ne sont pas assurés.

Les catastrophes naturelles ou causées par l'homme, avec interruption des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les déplacements de populations dans des camps mal équipés et surpeuplés, ont pour conséquence d'augmenter le risque de transmission du choléra, si jamais le bacille est présent ou s'il est introduit. Il n'y a jamais eu d'épidémies à partir des cadavres.

Traitement

C'est une maladie facile à traiter. On peut guérir jusqu'à 80% des sujets atteints en leur administrant rapidement les Sels de Réhydratation Orale (SRO: en sachets standards distribués par l'OMS/UNICEF). En cas de déshydratation très sévère, la perfusion de liquide par voie intraveineuse s'impose. Les antibiotiques n'ont qu'un rôle adjuvant, d'autant que leur administration inconsidérée n'a aucun effet sur la propagation de la maladie et contribue à renforcer les résistances bactériennes.

Vaccins anticholériques par voie orale

Il en existe actuellement deux types sur le marché. Tous deux as-

surent une protection durable de 50%, se maintenant pendant deux ans en situation d'endémie.

L'un des vaccins (le Dukoral), présélectionné par l'OMS paraît conférer une protection de 85-90% sur le court terme contre la souche *V. cholerae* O1 dans toutes les tranches d'âges, pendant 4 à 6 mois après la vaccination. L'autre vaccin (le Shanchol) est en attente de présélection par l'OMS et confère une protection plus longue contre *V. cholerae* O1 et O139 chez les enfants de moins de 5 ans.

Ces deux vaccins nécessitent l'administration de deux doses à un intervalle allant de sept jours à six semaines. Le vaccin Dukoral doit être dilué dans 150 ml d'eau potable pour l'administrer.

Il va sans dire que la vaccination ne dispense pas les autorités sanitaires des mesures de lutte habituellement recommandées dans les zones où le choléra est endémique (assainissement, approvisionnement en eau potable). Elle doit cibler les populations vulnérables vivant dans des zones à haut risque.

Prévention

Elle consiste essentiellement en des mesures d'hygiène stricte : se laver soigneusement les mains ; nettoyer et désinfecter tout ce qui a été au contact de matières fécales (de malade, ou de non-malade, il existe en effet des porteurs sains) ; usage d'eau saine pour la boisson et le lavage des aliments. En ce qui concerne les mesures collectives, il faut éliminer les mouches, vectrices de vibrios, organiser l'élimination des selles, assurer la distribution d'eau potable.

Réunion de l'ALESP



Cette rencontre, organisée au sein du comité "Défendre Haïti c'est nous défendre nous mêmes" avait comme panéliste: le député José Cândido (PT/SP) Kika de Bessen (Conen - Coordination National des Entités Noires), Milton Barbosa (MNU - Mouvement Noir Unifié), Marcelo Buzetto (MST), Maria Gorete (ENFF- Ecole National de la Formation Florestan Fernandes) et Markus Sokol (DN du PT).

150 personnes, dont 80 haïtiens, ont rempli l'auditorium Teotônio Vilela de l'Assemblée Législative de S. Paulo le 15 octobre pour protester contre l'occupation armée à Haïti. Il y a plus de six ans, que le Brésil commande l'envoi des forces armées dans le pays au sein de l'ONU.

Cette rencontre, organisée au sein du comité "Défendre Haïti c'est nous défendre nous mêmes" avait comme panéliste le député José Cândido (PT/SP) Kika de Bessen (Conen - Coordination National des Entités Noires), Milton Barbosa (MNU - Mouvement Noir Unifié), Marcelo Buzetto (MST), Maria Gorete (ENFF-Ecole National de la Formation Florestan Fernandes) et Markus Sokol (DN du PT).

Bárbara Corrales, membre du Comité, a ouvert la rencontre en rappelant que, au cours du mois d'octobre, l'ONU va renouveler le mandat de la Minustah (Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti) et que la présence armée conduite par le Brésil est une entorse à la souveraineté du pays, par la répression des manifestations et des mouvements populaires des haïtiens qui luttent pour leur droits, en particulier après le tremblement de terre qui a détruit le pays il y a huit mois.

Le député José Cândido, du PT, s'est exprimé de la façon suivante, en disant qu' "Haïti a besoin de solidarité et non de la présence armée". Buzetto, au nom du MST/Via Campesina soutient fermement le retrait des

troupes armées, s'interrogeant de la manière suivante: "Combien d'écoles, combien d'hôpitaux seront construits après l'occupation armée ?". Ce dont Haïti a besoin se sont des médecins, des professeurs et non les troupes d'occupation". Milton Barbosa, du MNU, a déclaré qu'il irait, en tant que délégué à la Conférence Mondiale Ouverte, organisée par l'Entente Internationale des Travailleurs, en Algérie, le mois prochain, "prendre

part à la lutte des frères haïtiens au nom des brésiliens qui sont contre l'occupation armée brésilienne".

Dans le cadre de la délégation - présente au Brésil pour un échange de formation technique des milieux ruraux - deux jeunes haïtiens ont pris la parole pour souligner que "seule une grande solidarité des mouvements comme celui-ci peut aider le peuple d'Haïti".

Durant la Rencontre, Fran-

cisco Mariano, professeur et militant à l'association Apeosp, a lu une motion, signée par la présidente de cette association, s'indignant contre la mort du professeur Filbert, le 8 octobre, assassiné alors qu'il participait à une manifestation pour l'accès universel à l'éducation, devant le Ministère de l'Education Nationale, à Porto Príncipe. Condamnant la

Suite à la page (16)

Menez Jean-Jerome
Attorney at Law
**Real Estate
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 cell

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

**Dr. Joel
Henriquez Poliard,
M.P.H.**

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics

**5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137**

tel. (305) 751-1105

Les épouses de deux des Cuban Five

Suite de la page (13)

se passe bien. Nous espérons aussi qu'Adriana et Gerardo pourront encore avoir des enfants et que ces enfants n'auront pas à pâtir de toute cette souffrance ».

Durant toutes ces années, Olga, Adriana et les autres épouses des Cinq n'auront jamais été seules dans leur combat. Surtout pas dans leur propre pays. « Notre gouvernement a prouvé à maintes reprises qu'il faisait tout pour obtenir la libération des Cinq. Tant Fidel que Raúl n'ont cessé de déclarer ouvertement que les Cinq étaient une priorité », dit Adriana. « N'importe quel dirigeant politique d'un autre pays en visite à Cuba nous rencontre et est informé de première main de l'affaire des Cinq. Nous recevons énormément de soutien aussi des organisations sociales de notre pays. Nous sommes par exemple membres de l'organisation des femmes de notre pays. Eh bien, quand elles peuvent prendre la parole lors de rencontres internationales, elles laissent la place à l'une d'entre

nous afin que nous puissions témoigner sur notre affaire, et c'est ainsi depuis des années ».

La communauté internationale non plus ne laisse pas tomber les Cuban Five. Une importante campagne bat toujours son plein aujourd'hui afin d'obtenir leur libération. « De plus en plus de gens se rendent compte que c'est une affaire injuste. Et c'est à peu près la seule façon d'exercer des pressions sur le gouvernement américain afin qu'il cherche une solution au problème », ajoute Olga.

La campagne internationale a effectivement déjà porté ses fruits. La demande de révision du procès devant la Cour suprême de justice des États-Unis a été soutenue par dix lauréats du prix Nobel, par des parlementaires du monde entier, par des organisations des droits de l'homme...

Malgré tout ce soutien, la Cour suprême s'est obstinée mais, dans le procès en appel qui a suivi, le procureur a admis qu'il avait demandé une réduction de peine suite aux pressions

de l'opinion publique internationale. Et trois des Cinq ont effectivement obtenu une réduction de peine. « Nous sommes absolument certains que tout ce mouvement de solidarité a joué un rôle crucial. Cela peut aussi pousser Obama pour qu'il mette sa signature là où il doit la mettre ! Car, maintenant que la procédure normale est à peu près épuisée, il est le seul qui puisse encore apporter une solution à cette affaire. »

Olga et Adriana continuent donc d'espérer à une libération. « Nous devons y croire », dit Adriana. « Voilà douze ans que nous luttons et nous pensons que nous nous rapprochons de la fin. Mais, bien sûr, nous ne devons pas compter sur le fait que ça va se résoudre tout seul. Chaque année, nous pensons de nouveau : cette année-ci sera la dernière. Pour l'instant, toutes les conditions internationales ont été créées pour qu'il puisse y avoir une solution à court terme. Et, par 'court', nous voulons dire d'ici un an ou deux. C'est court pour nous, en

comparaison avec les douze années qui se sont déjà écoulées. Mais nous ne perdrons jamais espoir. »

Mais ne trouvent-elles pas fastidieux de devoir raconter encore et toujours la même histoire partout et, surtout, de devoir éprouver chaque fois cette même douleur? « C'est épuisant, car cela détermine notre vie quotidienne. Et ce n'est pas encore fini. Mais, pour eux, ce doit être plus difficile encore. Mais ils ne laissent pas tomber les bras. Ils sont si optimistes et si terriblement certains qu'ils en sortiront puisque nous n'avons pas le droit de nous laisser gagner par la fatigue », conclut Adriana.

Au moment de nous quitter, je salue à Olga et à Adriana beaucoup de courage encore dans leur lutte. « Vous devez non seulement nous souhaiter beaucoup de courage, mais beaucoup de jeunesse aussi », disent les deux dames en riant. « Être jeunes et en bonne santé, nous en avons bien besoin. »

Solidaire 19 Octobre 2010

Suite de la page (7)

Résolution du 28 Octobre 2009 de l'Assemblée générale autorisant la levée de l'embargo contre Cuba, qui est restée sans effet.

Une fois de plus, le 28 Octobre 2010, l'Assemblée générale des Nations-Unies, composée de tous les pays membres de l'Organisation mondiale, votera la même Résolution : la levée des sanctions contre la République de Cuba. Cette fois-ci, les puissances du Conseil de Sécurité se doivent d'exercer des pressions sur l'Empire pour le forcer à respecter la décision votée à la majorité écrasante, comme ça a toujours été le cas, dans ce brûlant dossier qui fait date dans l'histoire de la diplomatie mondiale. Les citoyens étasuniens, eux aussi se doivent en tant qu'électeurs, mandants et contribuables, d'exiger de l'Administration de leur pays de respecter les droits du peuple cubain à l'autodétermination et la Résolution de la majorité des pays, afin que l'ONU ne soit plus cette marionnette entre les mains des États-Unis et de quelques puissants alliés, mais une institution mondiale respectueuse des droits et de la justice pour un monde de fraternité et de paix.

Le Conseil de Sécurité de l'ONU ne doit plus fermer les yeux, non seulement sur les souffrances du peuple cubain, mais aussi sur l'écrasement et la destruction de l'Iraq et de l'Afghanistan. Les crimes contre l'humanité doivent être punis. C'est le droit qui doit s'imposer pour guider la force. Ces puissances ne doivent plus être ces vautours qui, impasiblement, tranquillement, partagent le gâteau mondial. Chacun ne doit pas dans sa sphère d'influence, construire le mal, avec le souci que la main gauche ne regarde même pas ce que fait la main droite, ceci réciproquement.

Suite de la page (15)

répression, il a également insisté sur le fait que les professeurs sont solidaires avec l'UNNOH (Union Nationale des professeurs d'Haïti), « leur lutte est notre lutte pour la défense de l'école publique pour tous, et aussi contre l'occupation armée qui restreint la libre expression des travailleurs ».

L'avocate Juliana a dit que « depuis le début, nous ne pouvons croire à une mission de paix faite par les armes ».

Enfin, Markus Sokol a lu une lettre présentée par la table qui dirigeait la Rencontre à la candidate du PT, Dilma, demandant « son engagement en faveur du retrait des troupes brésiliennes du sol haïtien. Si le Brésil veut réellement aider le peuple haïtien vers la voie de la démocratie et pour l'amélioration de la situation, il faut remplacer les 1200 soldats brésiliens par des médecins, infirmiers, pompiers, techniciens et travailleurs pour mener la reconstruction après le désastre causé par le tremblement de terre. »

Cette lettre a été approuvée à l'unanimité et signée par l'ensemble des personnes présentes qui se sont engagées à la donner à la candidate, lors de sa prochaine session publique. Contacts: Gabinete Deputado José Cândido PT SP josecandido@al.sp.gov.br; Barbara Corrales barbara.corrales@uol.com.br

Lettre à la candidate du PT, la présidente, Dilma Rousseff

Chère camarade,

Plus que jamais, nous sommes unis dans un combat pour la victoire du PT, pour empêcher le

Suite à la page (17)

Entretien avec Manuel Zelaya

Suite de la page (11)

latine. L'Union européenne a appelé Porfirio Lobo à signer l'Accord d'association qu'elle souhaite finaliser avec les pays d'Amérique centrale.

Méconnaissant les véritables problèmes d'une Amérique latine qui fait face à la réapparition du néofascisme militaire putschiste, l'Europe a accepté que le gouvernement de Porfirio Lobo résulte d'élections illégitimes, conduites par une dictature. Elle n'a rien fait jusqu'à aujourd'hui pour empêcher la violation des droits de l'homme, pour contenir la répression et la persécution des résistants, et encore moins pour résoudre le problème de restauration de l'ordre démocratique.

Les processus sociaux et leurs avancées en Amérique latine et dans les Caraïbes ne pourront pas être freinés par

les transnationales du commerce, même lorsque ces dernières influencent des gouvernements ou renversent des présidents. Mon message aux droits européens est donc le suivant : elles doivent commencer à comprendre que la démocratie ne se résume pas seulement à faire du business dans les pays d'Amérique latine. Il s'agit de respecter mutuellement les revendications légitimes de justice de nos peuples, de veiller sur nos institutions et le bien-être des citoyens et citoyennes.

Je dis aux peuples européens et au réseau d'organisations sociales qui nous appuient que nous ne disparaîtrons pas avant d'avoir réussi à restaurer la légalité constitutionnelle et la démocratie dans mon pays.

Notes

[1] Le Parlacen a été créé en 1991. La République dominicaine y est également représentée par le biais de députés de son Assemblée nationale désignés.

[2] Le pays compte près de 7,5 millions d'habitants.

[3] Le Colombie, le Costa Rica, le Guatemala, El Salvador, le Panamá, le Pérou, le Mexique et le Chili constituent le club des pays qui ont rétabli les relations commerciales et/ou diplomatiques avec le gouvernement de Tegucigalpa.

[4] Les membres de l'Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (Alba) - Antigua et Barbuda, Bolivie, Cuba, La Dominique, Equateur, Nicaragua, Saint-Vincent et les Grenadines, Venezuela -, ainsi que l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

[5] Roberto Micheletti a conduit le « gouvernement de facto » issu du coup

d'Etat jusqu'aux « élections » du 28 novembre 2009.

[6] Petrocaribe est un accord passé à partir de 2005 entre le Venezuela et une quinzaine d'Etats de la Caraïbe et de l'Amérique centrale. Aux termes de cet accord, le Venezuela fournit du pétrole à des prix préférentiels, la différence avec le cours mondial faisant l'objet de prêts ou de fourniture de biens et de services en troc.

* Entretien réalisé par Christophe Ventura à Saint-Domingue (République Dominicaine) le 13 juillet 2010. Revu par Manuel Zelaya dans sa version finale du 27 juillet 2010.

Source : Christophe Ventura, Le monde diplomatique en Espagnol. Traduction : Sarah Testard, Mémoire des luttes.

Investig 'Action 12 octobre 2010

A & P Shipping THE BEST CARGO FOR HAITI



4001 AVE H
(CORNER OF EAST 40TH)
BROOKLYN, NY 11210

TEL: 347-599-8068
718-421-0101

Door To Door In Haiti

Port-au-Prince And

Countrysides

Good Prices

We Deliver Barrels, Boxes,

Trucks, And Cars... Etc.

Every Month In Haiti

Machines, Camions
Nou bay bon sèvis
Nou delivre pòt an pòt
Pri piyay chak jou
Ayiti chak mwa
Nou rapid epi nou garanti
TEL: 347-599-8068
718-421-0101

Obsèques de Filibert Louis: Des Funérailles transformées en manifestation

Suite de la page (4)

gouvernements à la solde de l'impérialisme contre les militants qui osent revendiquer et dénoncer les injustices et la misère qui durent depuis déjà trop longtemps dans nos pays. Nous dénonçons et condamnons avec la plus grande fermeté cet acte odieux. »

De son côté, l'Internationale de l'Education qui a son siège social à Bruxelles, au Belgique, dans un message de solidarité aux organisations syndicales d'enseignants haïtiens a écrit : « C'est avec regret que l'Internationale de l'Education a appris le décès de Jean Filibert Louis, jeune enseignant de 35 ans et membre de l'Union nationale des normaliens haïtiens (UNNOH), abattu d'une balle à la tête par une représentante des forces de police, devant le Ministère de l'Education nationale, lors d'une manifestation de la coalition des organisations, engagées dans la campagne de sensibilisation et de plaidoyer en faveur de la scolarisation des enfants haïtiens. »

Au nom de ses 403 organisations membres à travers le monde, l'Internationale de l'Education souhaite présenter ses plus sincères condoléances à la famille, aux camarades de lutte et aux collègues

de Jean Filibert Louis.

L'internationale de l'Education a condamné auprès des autorités haïtiennes ce crime qui constitue non seulement une tragédie humaine, mais porte gravement atteinte aux droits des organisations de travailleurs haïtiens. L'IE exhorte le gouvernement haïtien à faire toute la lumière sur les circonstances exactes de la mort de Jean Filibert Louis et à s'assurer à l'avenir que les organisations de travailleurs et leurs membres puissent exercer leurs droits en toute indépendance et liberté dans un climat exempt de toutes violences, pressions ou menaces. »

Somme toute, la société haïtienne, de nos jours, ne veut plus tolérer des actes aussi barbares et criminels. On a tant lutté pour que de tels actes ne se reproduisent pas. C'est dans cet ordre d'idée que des militants politiques, des étudiants, des enseignants et autres ont protesté sous toutes les formes, quinze jours après, dans les rues de Port-au-Prince, le vendredi 22 Octobre, pour dire NON, mille fois NON, à cet acte criminel. Ils ont lancé un message clair au gouvernement Préval/Bellerive pour lui dire qu'on ne va pas continuer à tolérer de tels actes.

Appel à une grève générale mardi en Guadeloupe, Martinique et Guyane

Les deux collectifs à l'origine de la crise sociale antillaise du début 2009, le LKP (Guadeloupe) et le K5F (Martinique), appellent à une grève générale mardi en Guadeloupe, Martinique et Guyane "contre l'augmentation constante du prix des carburants, des prix alimentaires, de l'électricité et de l'eau", a annoncé lundi le LKP.

Le collectif guadeloupéen a souligné que l'appel était relayé en Guyane par "les organisations" de cet autre département français d'Amérique, sans plus de précisions.

La perspective d'un possible blocage des dépôts de produits pétroliers, suscitait dès lundi en Guadeloupe, des craintes sur l'approvisionnement en carburant. Dans ce département où le LKP avait conduit une grève générale ayant paralysé l'archipel durant 44 jours en 2009, de longues files d'attente se sont formées lundi matin à l'entrée des stations sur les 20 km de la route, reliant Pointe-à-Pitre à Goyave.

La branche Union des travailleurs pétroliers de la centrale syndicale indépendantiste UGTG

(plus de 50% des suffrages aux élections prud'homales de 2008) a spécifiquement appelé à une grève reconductible, à compter de mardi zéro heure.

Outre l'UGTG et les centrales syndicales indépendantistes CTU et CGT-G, les représentations locales de FO, CFTD, CFE-CGC, CFTC, des syndicats de l'Education nationale (FSU, FAEN-SNCL, UNSA, et SPEG, indépendantiste), ainsi que Sud-PTT, sont associés au mot d'ordre de grève générale du LKP.

L'Humanité 25 Octobre 2010

Argentine: un militant assassiné par des hommes de main de la bureaucratie syndicale

Mariano Ferreyra, 23 ans, militant d'un parti trotskyste, a été assassiné par balles et deux autres personnes ont été blessées, dont une femme entre la vie et la mort, par un groupe de matons du syndicat Union Ferroviaire, après que des travailleurs d'entreprises sous-traitantes, aient tenté d'interrompre la circulation de trains à Avellaneda.

Aussitôt un rassemblement d'organisations politiques et sociales a bloqué des avenues principales



Mariano Ferreyra, 23 ans

du centre de Buenos Aires, tandis que les travailleurs du métro (eux aussi affrontés à la bureaucratie syndicale de la CGT) ont paralysé le service durant une heure. La Centrale de Travailleurs Argentins (CTA) a convoqué une grève et une mobilisation demain jeudi. Une mobilisation convoquée par des organisations sociales et politiques se rendra place de Mai à 17h.

Ameriken lutte 20 octobre 2010

Irak: Peine capitale pour Tarek Aziz

L'ancien vice-Premier ministre de Saddam Hussein, Tarek Aziz, a été condamné à mort mardi par le Haut tribunal irakien pour "crimes contre l'Humanité" pour son rôle dans l'élimination des partis religieux, rapporte mardi la télévision d'Etat. L'ex-bras droit du raïs, purge déjà une peine de 15 ans de prison pour son implication dans le meurtre de commerçants en 1992 et une autre de sept ans pour sa participation aux exactions contre les Kurdes de confession chiite, dans les années 1980.

Troisième condamnation pour Tarek Aziz en Irak. L'ancien vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Saddam Hussein, a en effet été condamné à mort mardi par le Haut tribunal irakien pour "crimes contre l'Humanité", dans le cadre de la persécution de partis chiites. Quatre autres piliers du régime de Saddam Hussein, dont l'ancien ministre de l'Intérieur, Saadoun Shaker, et l'ancien secrétaire du dictateur, Abid Hamoud, ont également été condamnés à mort pour leur rôle dans la répression de la majorité chiite, mise en place après une tentative d'assassinat contre le raïs en 1982 à Doujail, située au nord de Bagdad.

Ces condamnations doivent désormais être confirmées par le Conseil présidentiel avant d'être exécutées. Basé à Amman, en Jordanie, l'avocat de Tarek Aziz, Me Badie Arif, a estimé qu'il s'agissait

d'un "verdict politique dépourvu de légalité". Il devrait d'ailleurs faire appel de sa condamnation, de même que les autres prévenus. Le juge du Haut tribunal a d'ailleurs rappelé que la loi irakienne prévoyait automatiquement un jugement en appel pour les personnes condamnées à mort ou à la prison à vie.

Tarek Aziz, malade

Tarek Aziz purge déjà une peine de 15 années de prison pour son implication dans le meurtre de 42 commerçants en 1992 et une autre de sept ans pour la déportation forcée de Kurdes dans le nord de l'Irak. L'ancien bras droit du raïs, qui est aujourd'hui gravement malade après un accident vasculaire cérébral, s'était rendu aux troupes américaines en 2003, peu après la chute de Bagdad. L'homme, de confession



Tarek Aziz devant le portrait de Saddam Hussein en 1998

chrétienne, figurait en 43e position sur la liste des personnalités irakiennes les plus recherchées par les Etats-Unis.

Sa famille et son avocat ont demandé à plusieurs reprises sa libération en raison de la détérioration de son état de santé. Dans une interview accordée au Guardian en août dernier, Tarek Aziz avait accusé Barack Obama d'avoir «abandonné l'Irak aux loups» en ordonnant le retrait militaire américain.

Jdd 26 Octobre 2010

Chavez et Ahmadinejad affichent leur idéal révolutionnaire commun



Hugo Chavez et Mahmoud Ahmadinejad au cours de sa visite en Iran

Le président vénézuélien Hugo Chavez a débuté une visite officielle de deux jours en Iran. La République bolivarienne et la République islamique se pensent comme les deux principaux modèles révolutionnaires actuels, aptes à combattre le système de domination mondiale, qu'elles qualifient à la fois d'«impérialiste» et de «sioniste».

Le Venezuela et l'Iran ont conclu 80 accords bilatéraux depuis l'élection de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence. En 2009, les deux pays ont consti-

tué une banque commune, initialement dotée de 200 millions de dollars. Ce capital devrait atteindre 600 millions de dollars fin 2010.

Le Venezuela s'est engagé publiquement à aider l'Iran à contourner l'embargo dont l'a illégalement frappé le Conseil de sécurité des Nations Unies. Dans cette perspective, de nouveaux accords devraient être signés dans les domaines bancaire et énergétique.

Réseau Voltaire 19 Octobre 2010

Suite de la page (16)

retour de la politique de la droite et la remise en cause de nos droits acquis.

Le résultat des élections ne laisse aucun doute sur le fait que notre peuple ne souhaite pas le retour du PSDB.

Depuis six ans l'armée brésilienne est à la tête des forces d'occupation de la Minustah à Haïti. Et chaque année, loin de s'améliorer, la situation du peuple haïtien s'est beaucoup dégradée.

Nous avons entendu, lors de cette rencontre à l'ALESP, le témoignage de nos camarades d'Haïti disant qu'ils souhaitent "la solidarité, demandant de l'aide face à une situation difficile dans laquelle vivent nos frères pour qu'elle puisse être surmontée. Une solidarité des travailleurs et des jeunes pour la souveraineté d'Haïti".

Ainsi, comment accepter que le professeur Filbert, qui luttait pour le droit à l'éducation, eu été assassiné devant le Ministère de l'Education Nationale, le 8 octobre, lors d'une manifestation pacifique organisée par l'UNNOH (Union Nationale des professeurs d'Haïti) ?

Le peuple frère tahitien – première république noire du monde, s'étant libérée il y a 206 ans – paie aujourd'hui le prix de sa liberté. C'est le pays le plus pauvre du continent, une situation qui s'est aggravée par le désastre, il y a huit mois, causé par le tremblement de terre qui a tué plus de 300 milles personnes et laissé sans domicile plus d'un million d'haïtiens.

Comment les troupes armées de la MINUSTAH, qui sont responsables d'interventions inacceptables et de violences contre l'unité et la souveraineté du pays, pourraient prétendre être pour la stabilisation et la paix à Haïti?

Chère camarade,

Nous te prions d'accepter le retrait des troupes armées brésiennes du sol d'Haïti.

Et si le Brésil veut réellement aider le peuple haïtien afin de le conduire vers la voie de la démocratie et l'amélioration de la situation, qu'il remplace les 1200 soldats brésiliens de la MINUSTAH par des médecins, infirmiers, pompiers, techniciens et travailleurs pour la reconstruction après le désastre causé par le tremblement de terre. Donnant ainsi l'exemple aux quarante autres pays qui ont également des troupes armées au sein de la MINUSTAH, afin qu'ils fassent de même et que les 540 millions de dollars – qui représente le coût annuel de ces troupes armées – soient utilisés pour la reconstruction, pour l'aide alimentaire, pour construire des écoles et des hôpitaux, etc..

Le 15 octobre 2010

Signés

José Cândido (Dep. Estadual PT SP), Milton Barbosa (MNU), Kika - Valkiria S. Silva (CONEN), Markus Sokol (DN-PT), Marcelo Buzetto (MST), Maria Gorete (MST), Bárbara Corrales (PT Guaianazes), Regina Lucia dos Santos (MNU), Conceição Reis (Intecab), Zindzi Silva G. dos Santos (Oriashé/MMM), Raquel Pluft Fernandes (DZ PT-Campo Limpo), Enedina Ferreira Andrade (MST), Luis Paulo Almeida (MST), Diana J. Fernandes (MST), Dionara Soares Ribeiro (MST), Lara Spoto, Rosana Santos (MST), Márcia Tereza Secca (Fórum SP), Paulo Brito (Apeesp SP), Rafael Pinto (Conen), Diogo Gomes, Bruno Augusto Dias (Iléasé Oya Mirewa), Mãe Mirewa (Iléasé Oya Mirewa), Lucia Skromov (Comité Pró-Haïti), Eloísa Helena Alves da Silva (Negro Sim), Mécia R. N. de Sousa (Iléasé Oya Mirewa), Clovis Bernardo da Silva, Julia G. Ap. M. C. (Quilombo Cacadena), Alcides Nogueira dos Santos, Afonso Sihia, Emmanuel Ulysse (Morepia), Nelson Galvão (SINPEEM)

Fenêtre Culturelle

Par Prince Guetjens

À travers son organe artistique, *Haiti Liberté* continue d'interroger le bien fondé de la démarche bourgeoise qui a souhaité l'opulence dans l'art et l'ascétisme dans la vie, pour vous aider à comprendre pourquoi la beauté (ou plutôt l'esthétique) en tant que droit fondamental de tout homme et de toute femme n'a pas toujours été à la portée de tous.

Après la deuxième guerre mondiale, la peinture et la littérature d'avant-garde ont sans aucun doute contribué puissamment à rendre à l'art un caractère ascétique 1, à l'opposé de l'opulence qui règne dans le monde de la consommation, et à le rendre ainsi impropre à la consommation bourgeoise. Que l'on pense seulement à des phénomènes, apparentés dans leur tendance, comme le sublime abstrait (*abstract sublime*) dans la peinture de Barnett Newman 2 ou de Jackson Pollock et le théâtre ou le roman de Beckett, devenus à la même époque les références de ce nouveau style.

Sans oser de conclusions trop hâtives, nous pouvons croire dans ce contexte que l'art ascétique et l'esthétique de la négativité tirent de

leur opposition à l'art de consommation répandu par les mass media de l'âge moderne cette légitimité pathétique que donne la solitude. Toutefois Adorno qui est considéré comme le héraut passionné de l'esthétique de la négativité, reconnaît fort bien la limite de toute expérience ascétique de l'art. Il le formulait ainsi : « Mais, si la jouissance était éliminée jusqu'au dernier vestige, on ne saurait plus que répondre à la question de savoir à quoi cela sert qu'il y ait des œuvres d'art 3 ». Sur cet obstacle, sa théorie esthétique à l'instar des autres théories dominantes aujourd'hui encore en esthétique, en herméneutique et dans l'histoire de l'art, s'est butée.

Th. W. Adorno, *Ästhetische Theorie in Gesammelte Schriften*, t. VII, Francfort, 1970, pp. 26-27. Théorie esthétique, Klincksieck, 19774, p. 26
Max Imdahl, *Einführung zu Barnett Newman Who's afraid of red, yellow and blue*, Stuttgart, 1971 (Werkmono-graphien zu bildenden Kunst, in Reclams Universal-Bibliothek, 147)
Loc.cit., p 27

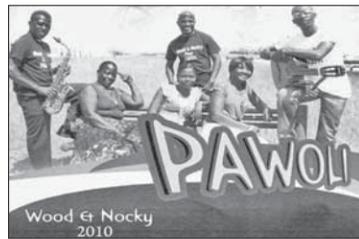
Clin d'œil sur l'actualité artistique et littéraire



Ce qui caractérise une grande ville, à côté de ses infrastructures modernes entr' autres, c'est ce qu'elle peut offrir comme services sur le plan culturel. À ce titre la cité de New York remplit les critères pour être l'une des meilleures au monde. Il suffit de franchir les portes des *Subways* de New York

pour en faire l'expérience. Ce n'est pas par hasard qu'hier matin dans la station de métro de la *14st. Union Square*, je suis tombé sur ce guitariste chanteur, *Dorian Spencer* en pleine performance. L'artiste a déjà enregistré deux disques, dont il en profite pour écouler le temps de ses prestations.

Pawoli, un groupe flamme dans la musique Haïtienne



Le groupe Pawoli, de par ses œuvres aussi précieuses que succulentes, est bien placé pour être compté parmi nos meilleures créations musicales. Ce groupe, fonctionnant avec 8 talentueux musiciens dont Noram Enneil (Nocky), lead chanteur, guitariste, Louis Widly (Wood), lead chanteur, Jean Erick Saincy, maestro, sax, Flûte, puis, dans la chorale, chant et danse, Bernadette Israel, Mélovie Jeameau, Marie Anne

Jean Pierre, Job Louis Jeune, Linda Eméus, Mirlène Gaudin, Marie Yolande Douyon et Guercy Duroseau est tout à fait bien rôdé pour combler l'attente de ceux qui partent chaque week-end à la recherche de plaisir sain.

Le groupe Pawoli est venu à l'existence en l'an 2000 et après un parcours fructueux, riche en spectacles culturels tels : concerts, tournées musicales, récitals et bals à travers le pays, il a finalement lâché, en 2007, un brûlant CD « HONORE YO », une œuvre très prisée qui a placé le groupe, désormais dans l'estime de tous ceux qui rebutent le galvaudage. Toujours dans cette trajectoire de perfection, le groupe Pawoli vient de lancer cette année son dernier CD, « Ansanm Pou Ayiti ». Allez donc faire connaissance avec Pawoli pour vous convaincre de sa maestria.

De la Prose aux Vers

Un homme seul est toujours en mauvaise compagnie
Un roman de Gary Klang "Mémoire d'encrier 2005"

Un extrait

Après le départ de Jean, Duverger s'allongea en attendant l'heure de se rendre à son travail. Toute présence l'épuisait et il voyait venir avec angoisse le moment où il n'aurait plus la force de bouger. Il se revit petit, courant sur les bergers de la Seine, heureux de vivre et confiant dans l'avenir qu'il imaginait comme un immense soleil. Maintenant à 33 ans, il n'était plus qu'une loque à qui le moindre geste demandait un effort. Qu'advierait-il le jour où il n'aurait plus le courage de sortir de sa chambre ?

Une œuvre de René Char l'attira sans raison. Qu'est-ce qu'on trouvait à cet auteur plus philosophe que poète et qui n'avait écrit qu'un seul beau vers : « Enfant, je referme tes plaies. »

Il regarde le volume loué par Camus en se jurant de ne plus le lire. Ce qu'il aimait en poésie, le rythme, les émotions, était absent de cette œuvre. Une mystification de plus, tel le plaisir du texte de Barthes, ennuyeux comme une pluie d'automne, ou le nouveau roman qui ne racontait aucune histoire. Paris avait le don d'élever aux nues des écrivains sans grande valeur et l'éditeur, à coup sûr, refuserait ses poèmes, car il ne faisait pas partie de la secte. Jamais il ne serait publié. Il n'était pas dans le vent et ne flattait personne. Mais quel qu'en soit le résultat, ce serait son unique tentative.

L'art et Son Histoire

L'Art des Cavernes

Tout nous pousse à croire que l'homme de la période paléolithique était conscient des signes et des symboles. En effet à côté d'animaux peints de façon naturaliste on trouve d'étranges figures géométriques, dont certaines ont été interprétés comme des symboles sexuels mâle et femelle.

Le naturalisme de la peinture des grottes ne doit pas cependant nous tromper. Les artistes du paléolithique, comme ceux des périodes suivantes et jusqu'à nos jours, travaillent d'après un consensus plus ou moins conscient de conventions visuelles. Ils peignaient de mémoire, mais leurs souvenirs se composaient d'images qu'ils avaient vues et d'autres images aussi. Ainsi des traditions ou des systèmes se développèrent de façon spécifique pour chaque espèce animale.

Les chevaux, les mammouths et les bisons par exemple sont presque toujours représentés de profil, tandis que les rennes tournent la tête pour regarder en arrière ou pour faire face au visiteur. De telles conventions sont à ce point installées que nous ne pouvons souvent reconnaître un animal entier à partir d'un simple trait, esquissant seulement la tête en dôme et la trompe d'un mammouth. Notre connaissance de l'art créé plus tard nous aide à interpréter cette forme rudimentaire sans réfléchir.



Que l'éditeur accepte ou non, il s'en fichait. Et subitement, tout lui parut futile. La gloire, l'argent: des mots abstraits qui ne le concernaient plus. La mort était la seule réalité. Et il s'imagina enterré vif, une de ses plus grandes peurs. Une sueur froide lui couvrit le visage. Pour changer le mal de place, il s'efforça de faire la vaisselle.

Sans cette peur sourde qu'il ressentait envers les femmes, il aurait pu être un Rubirosa, ce séducteur dominicain qui avait fait l'amour avec les plus grandes stars et était mort bêtement à Paris dans un accident de voiture, par un petit matin grisâtre. *Même l'Étranger* avait une existence plus palpitante que la sienne. Et il se redit une fois de plus les dernières lignes du roman :

J'ai senti que j'avais été heureux et que je l'étais encore. Pour que tout soit consommé, pour que je me sente moins seul, il me restait à souhaiter qu'il y ait beaucoup de spectateurs le jour de mon exécution et qu'ils m'accueillent avec des cris de haine.

Meursault avait accompli quelque chose, mais lui ?

Pourtant, il aurait voulu être comme tout le monde, avoir une maison pleine d'enfants qui éloigneraient la solitude. Comme il paraissait loin le temps où il se baladait avec son père, insouciant du lendemain. Quelle joie il éprouvait alors de visiter les lieux illustres, d'apprendre les hauts faits de l'histoire de France. Il aurait pu servir de guide aux touristes, leur montrer où vivaient Saint-Just, Robespierre, et Danton; où étaient situées les prisons de la terreur, les endroits où étaient passés les révolutionnaires. Très jeune, il connaissait dans le détail l'épopée de Napoléon et avait assimilé une bonne partie de l'histoire et de la littérature françaises. Il était le premier de classe dans ces matières et même ses profs s'étonnaient de sa culture. C'est à son père qu'il le devait. S'il avait eu un fils, il aurait agi de même. Devait-il donner son sperme à une femme pour lui faire un enfant ? Il aurait dû y voir du vivant de Jean-Sébastien et s'en voulait de ne pas lui avoir offert une vie plus agréable. Il aurait dû faire des études, mener une vie normale, agir en sorte que son père soit fier de lui. Il aurait pu il aurait dû La liste de ses regrets était interminable.

Jean-Sébastien était le seul être pour qui il aurait donné sa vie. C'est pour lui qu'il écrivit ses poèmes, pour lui qu'il avait voulu devenir célèbre et

faire connaître son nom. Il devait tout à cet homme qui l'avait aimé comme personne ne pourrait le faire. Jamais ce manque ne serait comblé.

Pour oublier, il allait au Luxembourg voir jouer les enfants avec des bateaux en papier, et ce spectacle lui donnait l'impression de voguer vers des terres inconnues. Mais il ne voyagerait qu'en imagination. S'il avait étudié, il serait maintenant un spécialiste de la littérature française, aurait enseigné peut-être à la Sorbonne et aurait pu se payer des croisières, aller au théâtre autant qu'il le voudrait, voir des pièces de Beckett, Ionesco et Shakespeare. Il avait tout raté!

« Je suis un non-sens comme les poèmes de Char! »

Ses frustrations devenaient si fortes qu'il eut peur soudain d'avoir une crise cardiaque. Il se massa le cœur et respira lentement.

La vaisselle faite, il s'essuya les mains et fixa son n'ud de cravate. Les gens sortaient le col ouvert, mais lui était de la vieille école.

Il arriva très vite à son travail. Vendre des livres aurait pu l'aider à passer le temps, sans les voleurs qui l'obligeaient à une vigilance continuelle. Habitant des chambres de bonne minables, ces désœuvrés n'avaient qu'un seul recours : chaparder, car les livres coûtaient cher et que les bibliothèques n'invitaient pas à la lecture. Il y régnait une chaleur moite et une odeur de pieds.

Il ne comprenait pas ce qui attirait tant de jeunes dans la ville dite lumière pour habiter des chambres obscures. Il ruminait toutes ces pensées en surveillant un couple qui ressemblait à des intellectuels. Sans doute des admirateurs de Marx désirant changer un monde où ils n'étaient rien pour un autre où ils seraient moins que rien. Ils les suivaient en faisant mine de regarder ailleurs. Son flair ne l'avait pas trompé: la fille à la peau grise fit disparaître une œuvre d'Eluard, ignorant que Paul avait suivi le manège. C'était le moment d'intervenir. Il s'approcha et lui fit signe de ne pas bouger.

- Remettez le livre à sa place, si vous et votre copain ne voulez pas avoir d'ennuis.

Il était obligé de jouer au flic pour ne pas perdre son emploi. La morgue de la fille

disparut d'un seul coup et son visage exprimait une peur bête.

L'ami n'avait rien dit, mais dès que Paul eut pris le volume, il lui lança:

Espèce de chien de garde du capitalisme, continue à bien faire ton sale boulot.

Duverger fit un effort pour ne pas lui répondre. On leur évitait la prison et ils vous insultaient. Pourquoi n'allait-ils pas à la Havane ou à Moscou, ces morveux en quête d'un monde où ils n'auraient même plus de livres à voler? Ils préféreraient tous jouer aux révolutionnaires ! On les a bien vus en 68, comme ce béjaune engueulant Neruda à la Sorbonne au nom du Che. Le poète l'avait fixé de ses grands yeux glauques, puis calmement lui avait dit :

-Vous faites de moi un traître à la révolution cubaine au nom du Che Guevara. Eh bien sachez, jeune homme, que le Che est mort avec deux livres en poche : *Les Fleurs du Mal* et *El Canto General*.

L'après-midi passa d'un trait.

Regards Critiques

Josette Montas à Flushing Town Hall

Le Flushing Council on Culture and the Arts a accueilli dans l'Auditorium du Flushing Hall, situé sur le Northern Boulevard le dimanche 24 Octobre dernier la pianiste Josette Montas dans un récital de piano. En effet sur le coup de deux heures, c'est dans une salle remplie que les doigts de la pianiste a bousculé les premières touches, basculant ainsi dans un plaisir immense un public gagné à sa cause.

Josette Montas a vu le jour à Port-au-Prince, Haïti où, dès sa plus tendre enfance, elle s'est familiarisée avec la musique, puisque sa mère Aline Surin-Coles, pianiste accomplie, enseignait la pratique de cet instrument, à beaucoup de personnes. Elle a commencé avec sa mère avant d'obtenir une bourse pour étudier le piano au Conservatoire de Musique de Port-au-Prince, sous la direction du pianiste et compositeur français Karel Trow. Peu de temps après, elle va faire des études de médecine en Haïti et aux Etats Unis d'Amérique qui le tenaient à l'écart de la musique. Elle va ensuite plusieurs années après, renouer avec la musique et en 2005 elle signe son premier Compact Disque, incluant des pièces de Bach, Beethoven, Chopin, Proko-

fielf et Justin Elie.

Elle a débuté le récital sur la Nocturne en D # majeur de Frédéric Chopin, avant de revisiter d'autres maîtres tels, Franz Joseph Haydn (Sonate en D majeur), Johannes Brahms (Papillons) et Carmen Brouard (Sonate en forme de poème). Dans cette première partie du concert, la pianiste a fait montre d'un métier sérieusement acquis, d'une dextérité et d'une exécution exemplaires, avec tout de même une hésitation du point de vue rythmique, sur l'écriture un peu aérienne, par trop classique d'Haydn. Ce qui témoigne de sa part un profond respect à l'égard de ce maître Autrichien, qui a joué un rôle fondamental dans le développement du piano dans la Sonate en tant que forme d'expression musicale.

Après l'intermède, la pianiste Josette Montas invite le violoniste Jean Rudy Perrault, un violoniste confirmé à le rejoindre sur scène pour construire la deuxième tranche d'un concert qui avait déjà gagné le cœur des spectateurs. En compagnie du nouveau soliste, elle continue sa randonnée dans l'univers merveilleux de la musique avec des clins d'œil à l'endroit de Friz Kreisler, Frantz Schubert (Sonate pour



La pianiste Josette Montas dans un récital de piano

piano et violon), Julio Racine (Tangente au Yanvalou), Wolfgang Amadeus Mozart (Sonate en Mi mineur) et Vittorio Monti. Cette cohabitation a permis à Josette de mettre en évidence une autre dimension de son piano, celle qui fait souvent défaut à pas mal de grands musiciens : produire le support nécessaire permettant à un autre soliste d'évoluer. Ou tout au moins s'effacer dans la musique le temps d'orienter sur l'autre les feux des projecteurs.

Josette a exposé dans l'espace de ce concert une gamme assez large de son savoir de pianiste et d'interprète. Sous ses doigts, les pièces qui pourtant se révèlent coriaces semblent s'offrir au sacrifice d'une béatitude

que seule la musique en a le secret. Au contact soyeux de son toucher avec le clavier, les pulpes liquides du son ne résistent point, à produire la liaison entre les chromas, indispensable à réconcilier les tonalités les plus retorses.

Josette Montas fait partie d'une catégorie assez restreinte de pianistes dans le milieu haïtien des USA ou vivant en Haïti, évoluant à ce niveau. Sur une liste non exhaustive, on pourrait ajouter Micheline L. Denis et Micheline Dallencourt. Ce genre de musique que les non-initiés nomment arbitrairement « musique classique » en ignorant que le Classicisme n'était qu'une période de l'histoire de la pensée occidentale mais qui au fait est une musi-



Mme Josette Montas et le violoniste Jean Rudy Perrault



La pianiste Josette Montas recevant une gerbe de fleurs et en arrière plan le violoniste Jean Rudy Perrault

que savante par opposition à la musique populaire – a toujours été objet de mystification. Ce qui a eu pour résultat l'appauvrissement de la musique populaire haïtienne au cours de ces vingt dernières années, parce que les genres musicaux se ressourceaient les uns au contact des autres.

La communauté haïtienne de New York devrait

s'associer à l'image de cette artiste exceptionnelle, capable de renforcer dans le sens positif la perception qu'on se fait de l'Haïtien de ce côté-ci du globe. Le public qui avait consenti le déplacement doit attendre impatiemment la date du prochain récital de Josette Montas.

Prince Guetjens
Critique d'art

Yabofer Yabodi Yabola Botanica

1820 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-284-2237
347-204-6207

Le 1er Novembre 2010 Fèt Gede

Supportez les traditions haïtiennes!

Toute Division Botanica

Mambo Micheline
135 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786-306-2960

Brave Guede Nibo Botanica

Manmi Camme
Voyant Spirituel
5857 NE 2nd Ave., Miami, FL 33137
786-356-9052
786-290-0061

Twa Zòm Fò Botanica

Mambo Lucy
175 NW 62nd Street
Miami, FL 33150
786-357-1868

St. Nicolas Botanica

5600 NW 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-436-6921

Notre Dame des 7 Douleurs & Les 3 Hommes Forts Botanica

Mambo Betty
727 NE 128th St. North Miami, FL
786-278-5525

Isidor & Carmel Botanica

Mambo Marlène
164 NE 54th Street
Miami, FL 33137
305-758-8929

St. Isidor & Dantor Botanica

Mammy, Spiritual Consultant
13045 West Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-981-3182
786-380-9345

Vièrge Miracle et St. Philippe Botanica



Mambo Elsie Joseph
"Attend Dieu"
5910 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
786-879-5158

Trase Fouye Botanica



Mambo Marie
6235 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-244-7094

Dantor & Agarou Botanica

44 NE 167th Street,
North Miami, FL 33162



Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor
& Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-945-2234

St. Gerard Botanica & Variety Store

Frantz François & Viegela Louis
5901 NW 2nd Ave. Miami, FL 33137
Shop: 305-759-4424
Cell: 786-267-2329

St. Jacques & St. Jean Baptiste Botanica

Ernst Tifat, Voyant Spirituel
5521 NW 2nd Avenue
Miami, FL 33127
305-801-9725 • 786-797-3813

Grand Drap Père Love Botanica

3009 Beverly Road
(between Nostrand & E. 31st Str)
Brooklyn, NY 11226
718-940-1491